

## **Les villes du Sud et l'inclusion**

Thi Thanh Hiên Pham, *Professeure à l'Université du Québec à Montréal*

Nipesh Palat Narayanan, *Professeur à l'Institut national de la recherche scientifique*

Collaborateurs de recherche

Huu Liêu Dang, *Étudiant au doctorat en études urbaines à l'Université du Québec à Montréal*

Fème Fagla, *Étudiant au doctorat en études urbaines à l'Université du Québec à Montréal*

Sarah Fontier, *Étudiante à la maîtrise à l'Institut national de la recherche scientifique*

### *Avant-propos*

*Ce document a été réalisé dans le cadre d'un appel de propositions du réseau Villes Régions Monde (VRM). L'objectif était de rédiger une revue des écrits sur une thématique s'inscrivant dans le champ des études urbaines et abordant plus spécifiquement un enjeu d'inclusion, d'équité ou de diversité. VRM est un réseau stratégique financé par le Fonds de recherche du Québec – Société et culture (FRQSC) et appuyé par huit universités du Québec. Il regroupe à ce jour 73 chercheurs et chercheuses du Québec qui s'intéressent aux enjeux urbains et plusieurs collaborateurs et collaboratrices des milieux de pratique. L'objectif de VRM est de favoriser la diffusion et la valorisation de la recherche en études urbaines, tout en réalisant des ponts entre la recherche et les milieux de pratique. Le réseau VRM est également un lieu de formation au sein duquel les étudiant·e·s peuvent réaliser des mandats de recherche et bénéficier d'un réseau de contacts afin de favoriser leur insertion universitaire et professionnelle.*

## I. Introduction

Le Sud et l'inclusion posent, tous les deux, un problème. Premièrement, ils ont été mobilisés dans les études urbaines avec un ensemble varié de significations et de conceptions, parfois incompatibles. Deuxièmement, chacun des deux termes recèle une compréhension quotidienne assez claire. Ce cahier clarifie les frontières conceptuelles de ces deux termes et, ce faisant, les problématise. Nous démontrons dans ce cahier comment ces termes ont été mobilisés dans la littérature scientifique et comment leur utilisation diffère en fonction du contexte géographique.

### i. Contexte intellectuel : lacunes de connaissances

Nous avons relevé deux lacunes de connaissances en études urbaines, qui ont nourri l'amorçage de ce cahier. La première concerne le terme « Sud » et la seconde concerne l'inclusion urbaine.

La première lacune de connaissances sur le Sud relève du fait que ce terme est socioculturellement construit (Parida et Agrawal, 2023) et qu'il est politique (Lawhon et Truelove, 2020), ce qui nécessite un regard critique de toutes littératures utilisant ce terme. Cela résulte en une production des savoirs qui diffère sur trois plans. Sur le plan thématique, certaines questions de recherche ne sont étudiées que dans le Sud, avec comme exemple le concept d'informalité qui reste avant tout un objet d'étude au Sud. Jaffe et Koster (2019) ont démontré comment l'informalité est étudiée en tant que phénomène uniquement dans le Sud global ou dans les espaces du Nord global occupés par des personnes du Sud global. Sur le plan méthodologique, certaines notions en études urbaines qui sont testables au Nord ne sont pas testables au Sud. C'est le cas, par exemple, des mesures d'accessibilité et d'équité spatiale, qui sont très difficiles, voire impossibles à calculer au Vietnam à cause de la grande mixité sociale dans les villes vietnamiennes et du manque de données spatiales fines (Hoang et coll., 2019). Ces difficultés méthodologiques relèvent d'un problème technique (plus particulièrement, le manque de données), mais aussi théorique, à savoir un manque de conceptualisation de l'« accessibilité » dans des environnements bâtis typiques des « villes du Sud » (densément peuplés, grand écart de richesse, mais aussi grande mixité spatiale). Sur le plan épistémologique, il convient aussi de mentionner que ces questions s'inscrivent dans des débats et des questionnements similaires sur la terminologie « Sud » – qui font l'objet de vifs débats en études urbaines (Best, 2009; Dufour, 2021; Sud et Sánchez-Ancochea, 2022). Le Sud est donc un terme contesté qui ne permet pas nécessairement d'identifier clairement les régions géographiques qui en font partie.

La seconde lacune de connaissances consiste en le peu de recherches qui se focalisent sur l'inclusion du milieu urbain. Il y a une riche littérature sur l'exclusion de certains groupes sociaux (résidents des quartiers irréguliers, vendeurs de rue, etc.) et des genres (p. ex., les femmes et les espaces publics) (Chant et McIlwaine, 2015), laissant de côté d'autres groupes

sociaux. De plus, certains sujets sont plus abondamment traités que d'autres : la violence et la sécurité (Salahub et coll., 2018), le logement (Desmaison et coll., 2023), l'économie informelle (vente de trottoir, collecteurs de déchets) (Onodugo et Ezeadichie, 2019) et plus récemment, les systèmes alimentaires, l'environnement et les impacts des changements climatiques (Adeline et coll., 2021; Chu et coll., 2016; Moustier et coll., 2023). Grâce à cette littérature, les mécanismes de l'exclusion sont quand même bien connus. Pour comprendre l'inclusion, il est nécessaire de se pencher sur l'exclusion, une approche préconisée par les organismes en développement international comme la Banque mondiale (Mitlin, 2016). Certes, ce n'est pas suffisant pour bien comprendre les mécanismes de l'inclusion, car il faut porter attention à certains concepts qui sont plus centraux dans l'inclusion que dans l'exclusion. Prenons l'exemple de la gouvernance urbaine qui est importante pour comprendre la participation de la population et des acteurs clés dans la prise de décision menant à l'inclusion (Liang et coll., 2022). Or, les théories expliquant la gouvernance du Sud requièrent l'usage d'autres termes comme l'informalité, l'assemblage, l'espace gris ou encore la gouvernance au quotidien (Cornea et coll., 2017; McFarlane, 2016; Yiftachel, 2015). Comment ces outils théoriques sont-ils utiles pour l'inclusion? Y a-t-il d'autres outils qu'utilisent les auteurs qui se penchent spécifiquement sur l'inclusion?

Il sera donc nécessaire, à nos yeux, d'examiner l'inclusion dans une perspective critique de la production des connaissances sur le « Sud ». Cela a une double implication pour la revue proposée : i) nous utiliserons la catégorie du Sud pour sélectionner la littérature sur l'inclusion urbaine; ii) nous utiliserons aussi la littérature sur l'inclusion pour étudier comment le Sud y est construit. En d'autres termes, nous utiliserons le Sud à la fois pour structurer notre revue (sur la base des régions et des pays) et pour critiquer la catégorie elle-même (montrant que le Sud est un terme construit). Nous considérerons les pays en développement comme indicateur proxy pour délimiter clairement les régions qui font partie du Sud.

## **ii. Objectifs de recherche et lectorat visé**

Ce rapport fait partie d'une recherche secondaire menée d'avril 2023 à février 2024. Il a pour but de déterminer : i) la conceptualisation du terme « inclusion »; ii) les groupes de population concernés par la thématique de l'inclusion; iii) les dimensions de l'inclusion, les enjeux et les défis étudiés; iv) les solutions proposées. Pour ce faire, nous nous appuyons sur la littérature traitant des cas du Sud global, ce qui nous permet de classer les données en groupes plus restreints correspondant à sept régions pour les analyses (voir la section 1.1 ci-dessus pour plus de détails) : 1) l'Afrique, 2) l'Amérique latine, 3) l'Asie de l'Est, 4) l'Asie du Sud, 5) l'Asie du Sud-Est, 6) l'Asie centrale et 7) l'Asie occidentale). Cette division des données en sept régions nous permet d'analyser chaque région en détail et de présenter la métacompréhension de la production de connaissances (voir la section 4).

Quant au lectorat du rapport, nous espérons atteindre les professeur·e·s, étudiant·e·s et membres de la communauté de pratique des domaines urbains (études urbaines, urbanisme), mais aussi des disciplines qui s'intéressent au phénomène urbain comme les sociologues, géographes, anthropologues ou politologues. Nous espérons aussi que les résultats du rapport seront utiles à toute personne intéressée par le thème des villes inclusives, du Sud global et de la géopolitique de la production de connaissances.

### iii. Méthodologie de recherche

Nous avons utilisé une méthode mixte pour cette recherche. Nous avons d'abord procédé à une analyse quantitative (bibliométrique) de la littérature, puis à une analyse qualitative de 52 articles pour l'ensemble des sept régions. Nous avons analysé uniquement les publications parues avant juin 2023 (date de début de notre collecte systématique de données). Les domaines de recherche inclus dans notre recherche de données sont les suivants : sciences politiques, travail social, études d'aires géographiques, anthropologie, géographie, sciences de l'environnement, sociologie, études développementales, études urbaines, planification régionale et urbaine, humanité. La méthodologie contient trois étapes successives (résumées dans la figure 1).

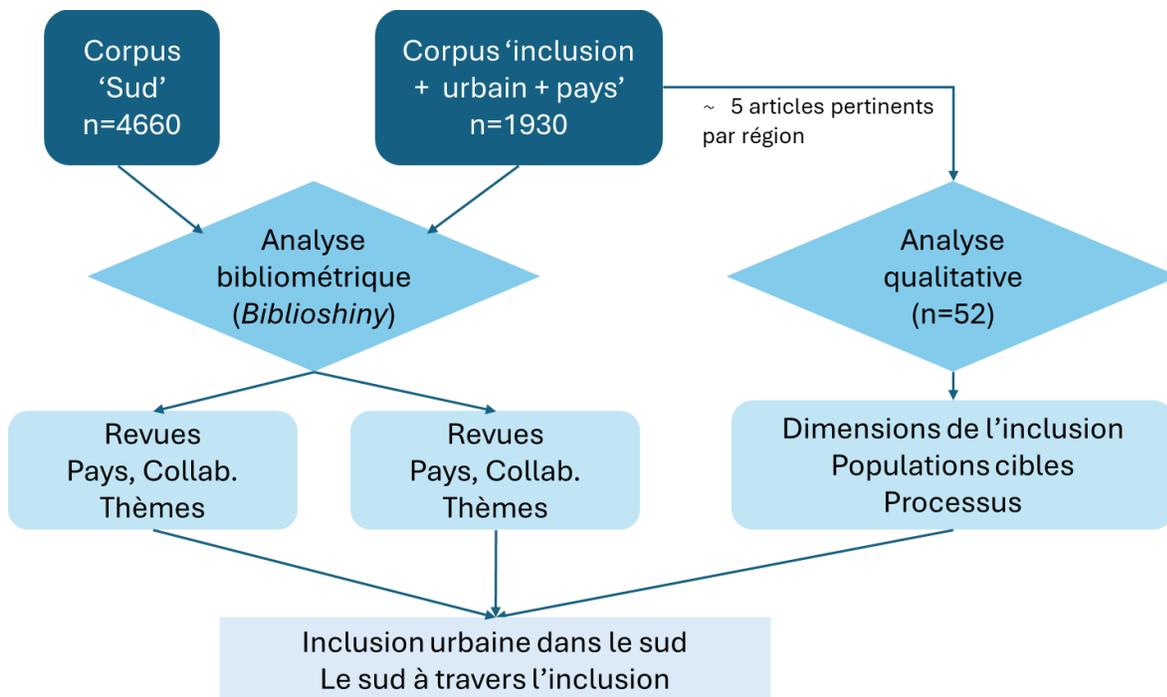


Figure 1. Étapes méthodologiques de notre étude.

### Étape 1 : Collecte de données

Nous avons choisi d'utiliser le logiciel bibliométrique Biblioshiny (Aria et Cuccurullo, 2017), un paquet à libre accès créé dans le langage de programmation R, pour l'analyse bibliométrique (bibliometrix.org). Ce choix a orienté notre collecte de données. Notre collecte initiale de données a commencé avec un ensemble varié de bases de données (Google Scholar, Web of Science, Scopus, Érudit, Scielo, MUSE) et en trois langues (anglais, français, espagnol). Cependant, le format des données de sortie changeait légèrement en fonction de la base de données, ce qui posait des problèmes d'analyse sur Biblioshiny. Nous avons donc choisi d'utiliser uniquement Web of Science pour collecter les données. Les résultats présentés ici proviennent donc d'un échantillon, mais d'après notre expérience, il s'agit d'un échantillon assez représentatif.

Toutes les données ont été téléchargées au format bibtex pour analyse (elles peuvent être partagées avec toute personne intéressée par les données brutes du projet). À ce stade, nous avons développé deux bases de données récoltées par les codes de recherche suivants :

#### Base 1 : Données sur « Sud global » en anglais, français et espagnol

- **Objectif** : Comprendre comment « Sud global » est utilisé dans la littérature et y a-t-il une différence entre les différentes langues.
- **Code de recherche** : « Global South » (en anglais, français et espagnol, i.e., Global South, sud global et sur global).
- **Types de documents** (option sur Web of Science) : articles de revues, livres, chapitres de livres.
- **Catégories** (option sur Web of Science) : « Web of Science Categories » suivantes pour affiner notre recherche : Social Sciences Interdisciplinary, Political Sciences, Social Work, Area Studies, Anthropology, Geography, Environmental Studies, Sociology, Developmental Studies, Urban Studies, Regional and Urban Planning, Humanities Multidisciplinary.

#### Base 2 : Données sur l'inclusion

- **Objectif** : Comprendre comment la notion d'inclusion est mobilisée dans la littérature et la variation de la notion entre les différentes parties du monde.
- **Code de recherche** : Notez que Libu représente le nom du pays ((ALL=(inclus\*)) AND ALL=(urba\* OR city OR ville OR ciudad )) AND ALL=(Libu).
- **Types de documents** (option sur Web of Science) : articles de revues, livres, chapitres de livres.
- **Catégories** (option sur Web of Science) : « Web of Science Categories » suivantes pour affiner notre recherche : Social Sciences Interdisciplinary, Political Sciences, Social Work, Area Studies, Anthropology, Geography, Environmental Studies,

Sociology, Developmental Studies, Urban Studies, Regional and Urban Planning, Humanities Multidisciplinary.

La base de données 1 sur le Sud global ne comporte pas de pays spécifiques, mais la base de données 2 sur l'inclusion a été collectée par pays, qui ont ensuite été combinés pour former sept régions. Les deux bases de données ont été analysées sur Biblioshiny.

### *Étape 2 : Analyse quantitative (bibliométrique) par Bibliometrix*

Nous avons répertorié les revues les plus fréquentes, les pays des auteurs les plus fréquents ainsi que l'intensité des collaborations entre les auteurs, et les mots clés les plus fréquents. Ces analyses nous permettent d'identifier les domaines qui s'intéressent aux deux concepts (Sud et inclusion), les centres de production des connaissances et les thèmes récurrents reliés au Sud et à l'inclusion. Nous avons aussi comparé les analyses des deux concepts afin de voir les chevauchements entre eux.

### *Étape 3 : Analyse qualitative de contenu*

Nous avons effectué une analyse qualitative des articles sur chaque région afin de comprendre l'utilisation de l'inclusion. À partir des données collectées lors de l'étape précédente sur l'inclusion, nous avons extrait les cinq articles les plus cités et les articles des cinq auteurs les plus pertinents, pour chacune des sept régions. L'auteur pertinent est une matrice qui répertorie les auteurs qui ont le plus publié sur le sujet. Dans l'idéal, une région devrait avoir dix articles, mais certaines régions ont des auteurs qui ont coécrit des articles, ce qui fait que les articles de l'auteur le plus pertinent varient entre trois et cinq.

Nous avons établi une procédure de sélection d'articles pour l'analyse qualitative afin de nous assurer de la pertinence des articles choisis. Lors de la sélection des articles les plus cités et les plus pertinents, nous avons procédé à une première lecture pour voir s'ils étaient adaptés au thème de l'inclusion. Pour permettre une analyse plus ciblée, nous avons éliminé certains articles (notamment ceux qui développent des méthodologies quantitatives ou ne mentionnent l'inclusion que dans l'introduction sans la développer). Au total, nous avons retenu 52 articles pour l'analyse qualitative.

Tous les articles sélectionnés ont été lus en profondeur et un résumé a été fait pour donner une vue d'ensemble de la discussion sur chacune des sept régions (voir section 4). Les deux auteurs principaux, géographes de formation et chercheurs en études urbaines, ont lu et analysé les thèmes récurrents dans les 52 articles en suivant le cadre conceptuel du cahier.

### *Limites et défis méthodologiques*

Nos choix méthodologiques nous ont aussi amenés à plusieurs limites, notamment pour la partie sur le monde hispanophone. En effet, l'expression « sur global », une traduction littérale du « Sud global » n'est pas nécessairement l'expression la plus utilisée dans la littérature hispanophone. De même, la base de données Web of Science ne contient que très peu d'articles en espagnol et en français, ce qui limite nos résultats et par conséquent notre analyse. Il a également été difficile de trouver des mots clés synonymes d'inclusion.

#### **iv. Structure du document**

Le document est structuré en cinq sections. La prochaine section présente le cadre conceptuel de la recherche. Ensuite, nous exposons les résultats de l'analyse bibliométrique, concernant le concept de Sud et d'inclusion respectivement. Dans la section 5, nous présentons l'analyse qualitative sur l'inclusion urbaine pour chacune des sept régions. Enfin, nous discutons des résultats en comparant les deux corpus de littérature sur le Sud et l'inclusion, pointant les différences et similitudes dans la littérature sur l'inclusion urbaine à travers les sept régions et proposant un cadre conceptuel de l'inclusion du Sud.

## **II. Cadre conceptuel**

### **i. Le Sud global et les villes du Sud**

Le terme « Sud » suscite plusieurs débats et critiques (Parida et Agrawal, 2022). En effet, Banerjee et ses collègues (2015) ont décrit la catégorie « Sud » comme une position selon laquelle « les histoires non occidentales doivent toujours être l'histoire d'un manque ». En d'autres termes, la définition du Sud est dérivée de ce qui lui manque et non de ce qu'il possède. Définir les lacunes (en général) est épistémologiquement toujours relatif. Le Sud est souvent comparé à un Nord hétérogène imaginaire, dans une hiérarchie où le Nord devient l'idéal et le souhaitable. Ainsi, pour pallier des faiblesses conceptuelles de la notion « Sud global », certains auteurs ont proposé des alternatives comme le « Near South » de Simone (2014), ou l'« Est global » (Müller, 2020; Shin, 2021).

Dans ce travail, pour refléter la complexité au concept « Sud » nous avons choisi de nous concentrer sur deux corpus de littérature concernant le « Sud », car ils permettent une conceptualisation nuancée de la notion « ville du Sud ». Le premier se penche sur le phénomène du Sud urbain (urban southernness) et le second s'intéresse à la fabrication des villes du Sud (southern urbanism). Les auteurs de ces corpus définissent le Sud par ses particularités et par les processus de production de l'espace. La figure 2 schématise les processus et caractéristiques des villes du Sud et résume les écrits conceptuels sur les villes du Sud.

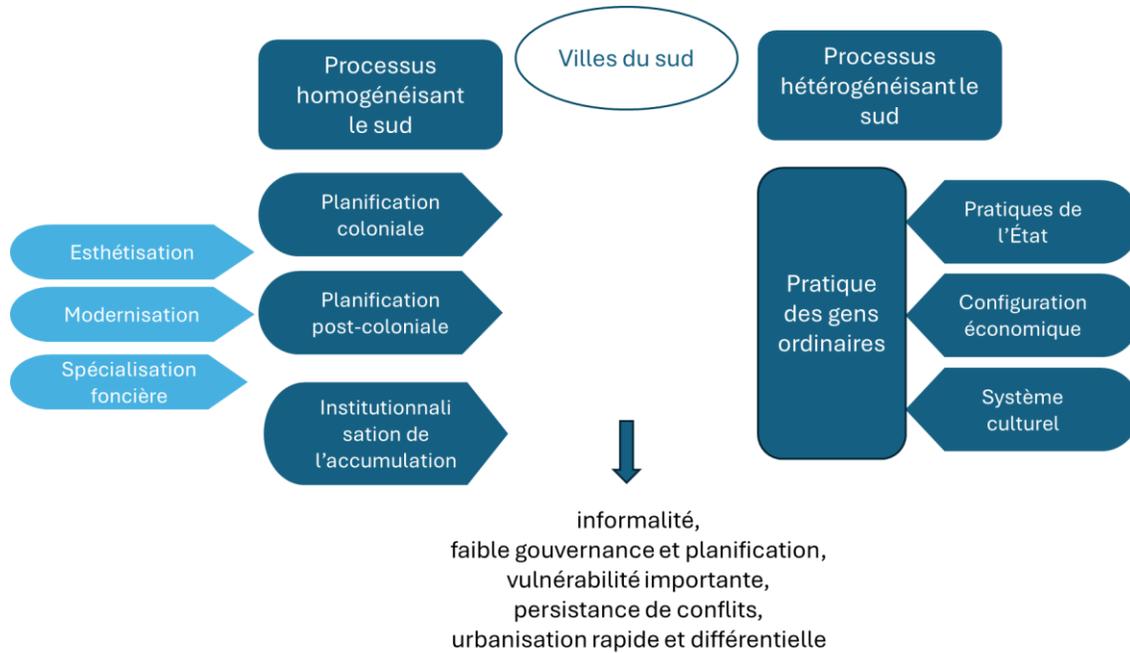


Figure 2. Schéma synthèse des processus et caractéristiques des villes du Sud.

Parida et Agrawal (2022), dans leur revue de la littérature sur la fabrication des villes du Sud, distinguent quatre approches théoriques aux villes du Sud : le Sud est un concept de la géopolitique, une « unité géographique » (spécifiquement, des lieux autres, alternate locations en anglais), un objet épistémologique et un concept socialement construit. Ils proposent sept caractéristiques des villes du Sud ainsi que cinq façons par lesquelles l'aménagement des villes du Sud se distingue de celles du Nord : informalité, faible gouvernance et planification, vulnérabilité importante, persistance de conflits, urbanisation rapide et différentielle.

Dans le même ordre d'idée, afin de (re)théoriser les villes du Sud, Bhan (2019) souligne que théoriser à partir du Sud implique d'examiner les pratiques des différents acteurs et institutions, en particulier ce qui ne fonctionne pas dans la fourniture d'infrastructures de base aux pauvres. Selon cet auteur, il est important de réfléchir à des solutions et à des théories de planification (p. ex., en renouvelant le vocabulaire du domaine) à partir des réalités du Sud, au lieu d'utiliser des théories construites à partir de pratiques observées ailleurs que dans le Sud. Plus spécifiquement, Bhan (2019) et Watson (2013) mettent de l'avant la remarquable disjonction théorique avec les pratiques de planification et de construction des villes. Il est ainsi nécessaire de théoriser la fabrique des villes du Sud depuis le Sud (Bhan 2019; Watson 2009).

Pour répondre à ce besoin, nous présentons un cadre conceptuel proposé par Mohan (2021) qui propose l'idée de considérer le Sud global comme une géographie relationnelle et processuelle. Cette géographie est modulée par deux processus de la production de l'espace

: i) l'homogénéisation, c'est-à-dire une codification de la société générée par des pratiques institutionnelles ou étatiques qui sont dérivées de la gouvernance historique et des discours de développement postcolonial et ii) l'hétérogénéisation, qui englobe les pratiques, connaissances et impératifs institutionnalisés qui sont propres aux contextes locaux. L'interaction des deux processus résulte en des similitudes entre les villes du Sud, mais révèle aussi des différences en elles.

Pour Mohan (2021), le processus d'homogénéisation s'explique par l'historique de la planification. Héritée de la théorie euro-américaine, la planification dans le Sud a intégré des notions telles que la modernité, la rationalité ainsi que des solutions techno-managériales. Après les indépendances nationales, la planification dans ces pays continuait à se préoccuper de l'esthétique urbaine, de la spécialisation fonctionnelle et de la modernisation, ce qui rend la planification réglementaire et rigide. Cependant, la rigidité de la planification s'explique également par l'institutionnalisation de l'accumulation et de la dépossession (en grande partie due à la mondialisation). Dans le cas des pays dits (post)socialistes comme le Vietnam, la Chine ou Cuba, nous devons tenir compte de l'héritage de la planification soviétique et de l'omniprésence du pouvoir de l'État central dans la planification urbaine.

L'hétérogénéité des villes du Sud, toujours selon Mohan (2021), découle de l'interaction entre les pratiques de l'État et les configurations foncières, l'économie et les systèmes culturels. De plus, les formes que prend l'aménagement des villes sont caractérisées par des systèmes de savoir, des logiques et des modalités très différents d'une ville à l'autre. En d'autres termes, les villes du Sud peuvent se distinguer, malgré le processus d'homogénéisation évoquée, parce que leurs processus historiques et leurs discours de développement s'entrecroisent à différents moments, et ce, à travers des histoires, des conditions géographiques et des systèmes culturels distincts. Ces processus sont façonnés constamment par les pratiques quotidiennes menées par les gens ordinaires, créant de nouveaux contours et matérialités de chaque ville. Le caractère « changeant » des villes du Sud, ainsi que les obstacles dans la planification urbaine de ces villes, exige de théoriser ces villes « depuis le Sud ».

Comme le montre la brève discussion ci-dessus, les termes « Sud » et « villes du Sud » sont contestés. Par conséquent, la logique et la nécessité d'utiliser ces termes doivent toujours être soulignées. Nous avons utilisé ces termes pour deux raisons. Tout d'abord, nous avons employé le terme « Sud global » pour désigner les pays en développement. Cela nous a permis de délimiter le corpus dans une géographie spécifique (p. ex., dans le corpus sur l'Asie de l'Est, nous avons exclu les articles portant sur le Japon et la Corée du Sud, tandis que dans le corpus de l'Asie du Sud-Est nous avons exclu les articles sur Singapour). À partir de ce corpus délimité, nous avons relu l'utilisation du terme « Sud » pour comprendre comment il a été interprété dans la littérature. Parfois, ces termes sont encouragés par certaines traditions académiques; notamment, Zaragocin (2023) souligne qu'elle n'utilise le terme « Sud » que lorsqu'elle publie en anglais et pas lorsqu'elle publie en espagnol. D'autres fois, le terme est utilisé simplement pour parler de pays non occidentaux ou de populations non blanches

(Dufour, 2021; Sud et Sánchez-Ancochea, 2022). Cette étude tend donc à s'éloigner de ce que Waisbich et ses collègues (2021) ont appelé les histoires uniques pour plutôt apprendre à apprécier leurs différentes significations. Cette sensibilisation aux différences et leur compréhension permettront d'étudier le phénomène urbain de manière située, c'est-à-dire dans le contexte historique, géographique et sociopolitique du phénomène (Lawhon et coll., 2014).

## ii. Le concept de l'inclusion et ses dimensions

### A) *Le concept selon des organismes multilatéraux : trois dimensions importantes*

Nous reprenons les définitions de l'inclusion établies dans deux institutions multilatérales, soit l'ONU et la Banque mondiale. L'ONU dédie un des dix-sept objectifs du développement durable aux villes (le numéro 11) (ONU 2024), dans lequel on vise à rendre le processus de planification et de gestion plus inclusif<sup>1</sup>. Dans un autre document de l'ONU, le *Nouveau Programme pour les villes* (Habitat III), il est question d'inclusion dans la vision, les principes et les engagements en abordant la croissance économique ainsi que la définition et la mise en œuvre des politiques et des lois (UN, 2017).

C'est dans le *Plan de Quito relatif à la mise en œuvre du Nouveau Programme pour les villes* (UN, 2017) que la notion d'inclusion sociale prend le plus de place. On y identifie les éléments qui peuvent favoriser ou entraver l'inclusion sociale comme l'organisation spatiale, l'aménagement de l'espace urbain, les infrastructures et les politiques de développement. Les engagements du *Plan de Quito* visent l'inclusion dans trois sphères : la croissance économique, l'accès aux services et infrastructures publics (y compris les espaces publics) et le processus de planification et, par conséquent, la participation publique.

La Banque mondiale (World Bank, s.d.), quant à elle, met de l'avant que l'inclusion urbaine est composée de trois dimensions : spatiale, sociale et économique. L'inclusion spatiale implique de fournir un accès abordable aux logements, à l'eau et aux services urbains. L'inclusion sociale consiste à garantir les droits et la participation de tous les groupes sociaux, y compris ceux qui sont les plus démunis (défavorisés). L'inclusion économique implique de créer des emplois et de permettre aux résident·e·s urbains de bénéficier des retombées de la croissance économique.

La Banque asiatique de développement (dont l'acronyme en anglais, ADB, est bien connu), en 2017, l'ADB a publié un guide pour opérationnaliser la ville inclusive. Ce guide propose des solutions visant à assurer la durabilité, la résilience, l'accessibilité et l'abordabilité des services et moyens de subsistance urbains pour les populations précaires, défavorisées et

---

<sup>1</sup> Rendre les villes durables signifie créer des opportunités de carrière et d'affaires, un logement sûr et abordable et la construction de sociétés et d'économies résilientes. Cela implique des investissements dans les transports publics, la création d'espaces publics verts et l'amélioration de la planification et de la gestion urbaines de manière participative et inclusive. (C'est nous qui soulignons.)

vulnérables. Pour ce faire, l'ADB préconise de concerter les institutions et parties prenantes qui ont la capacité de fournir un approvisionnement inclusif des services nécessaires. Quant aux groupes communautaires représentant les populations pauvres, les réseaux dans les bidonvilles et les ONG, leur capacité doit, toujours selon l'ADB, être utilisée de façon efficace en conjonction avec les gouvernements et le secteur privé. Nous pouvons en déduire que l'ADB met de l'avant deux groupes d'acteurs, soit l'État et le privé, laissant au second plan des groupes ayant moins de pouvoir décisionnel.

En somme, ces institutions internationales définissent l'inclusion urbaine selon les trois dimensions : accès aux services (inclusion spatiale), participation de divers groupes sociaux aux processus décisionnels (inclusion sociale), bénéfice de la croissance économique (inclusion économique).

### *B) L'inclusion selon les travaux scientifiques : ses cinq dimensions*

Il existe peu d'études conceptuelles sur l'inclusion urbaine. Un des cadres conceptuels les plus complets est celui proposé par Liang et ses collègues (2022), dans lequel l'inclusion est constituée de cinq dimensions (figure 3) : spatiale, économique (incluant la fiscalité des communautés et la régénération économique, notamment grâce aux possibilités d'emplois), sociale, politique et environnementale. Les trois premières dimensions sont semblables à celles définies ci-dessus, tandis que l'inclusion politique fait référence à la relation entre les citoyen·ne·s et leur État ou gouvernement (national, régional ou local) sous trois angles : droits, devoirs ou obligations politiques; participation politique; sentiment d'appartenance à cet État (Liang et coll., 2022). L'inclusion environnementale, quant à elle, exige que le mode de production et de consommation des humains contemporains ne compromette ni les besoins ni les intérêts des futures générations (*ibid.*). Il est à noter que les cinq dimensions s'entremêlent et sont complémentaires. Selon Liang et ses collègues (2022) la création de la ville inclusive nécessite une coordination complexe qui exige une gouvernance et des processus décisionnels spécifiques afin d'accommoder une variété de parties prenantes.

Mirzoev et ses collègues (2022) prêtent une attention particulière à l'inclusion sociale. Leur revue systématique sur le thème montre que la théorisation de l'inclusion sociale est basée sur les notions de cohésion sociale, de participation et d'autonomisation (*empowerment*). Ils considèrent que la dimension sociale de l'inclusion est composée de la participation et de l'accès aux services et ressources. On y voit donc un recoupement des dimensions spatiale et sociale de l'inclusion, comme souligné par Liang et ses collègues (2022). Mirzoev et ses collègues (2022) révèlent entre autres que dans le corpus de littérature sur l'inclusion sociale (portant davantage sur les pays du Nord), certains thèmes sont sous-représentés, soit le genre, l'ethnicité et d'autres éléments de l'intersectionnalité. Dans le présent cahier, les analyses reposent sur le cadre conceptuel composé de cinq dimensions de l'inclusion établi par Liang et ses collègues (2022).

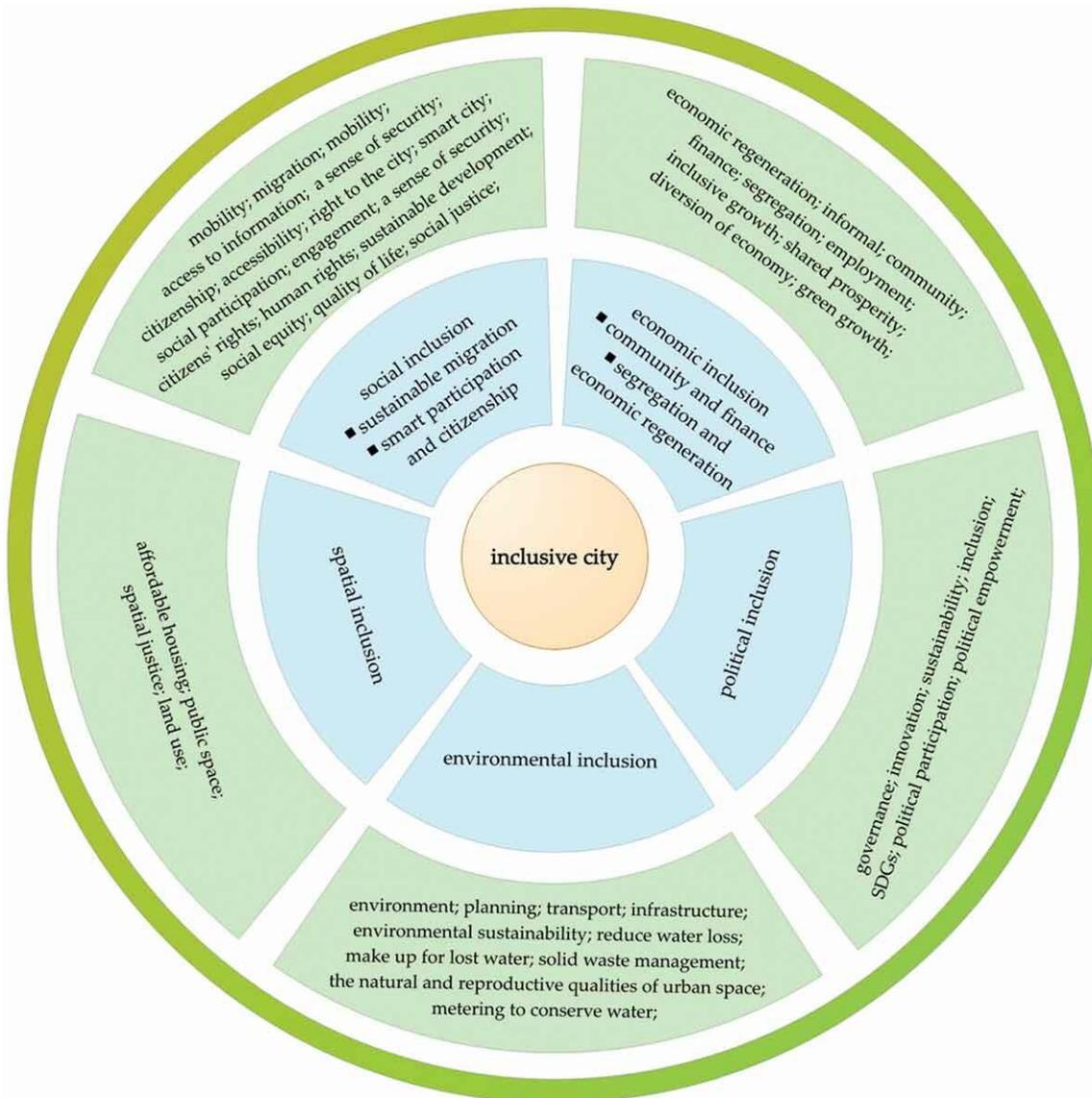


Figure 3. Cadre conceptuel sur la ville inclusive proposé par Liang et ses collègues (2022).

### III. Analyses quantitatives du Sud dans Bibliometrix

Sur la base des méthodes décrites dans la section 1.3, nous avons créé un corpus de 4 852 articles qui traitent du sujet du Sud global. Nous constatons l'augmentation générale de la production des connaissances sur le Sud, avec deux tendances temporelles notables (voir figure 4). Tout d'abord, il y a une augmentation progressive du nombre de publications de 2005 jusqu'à 2016. Puis, à partir du 2017, on observe une augmentation exponentielle du nombre de publications.

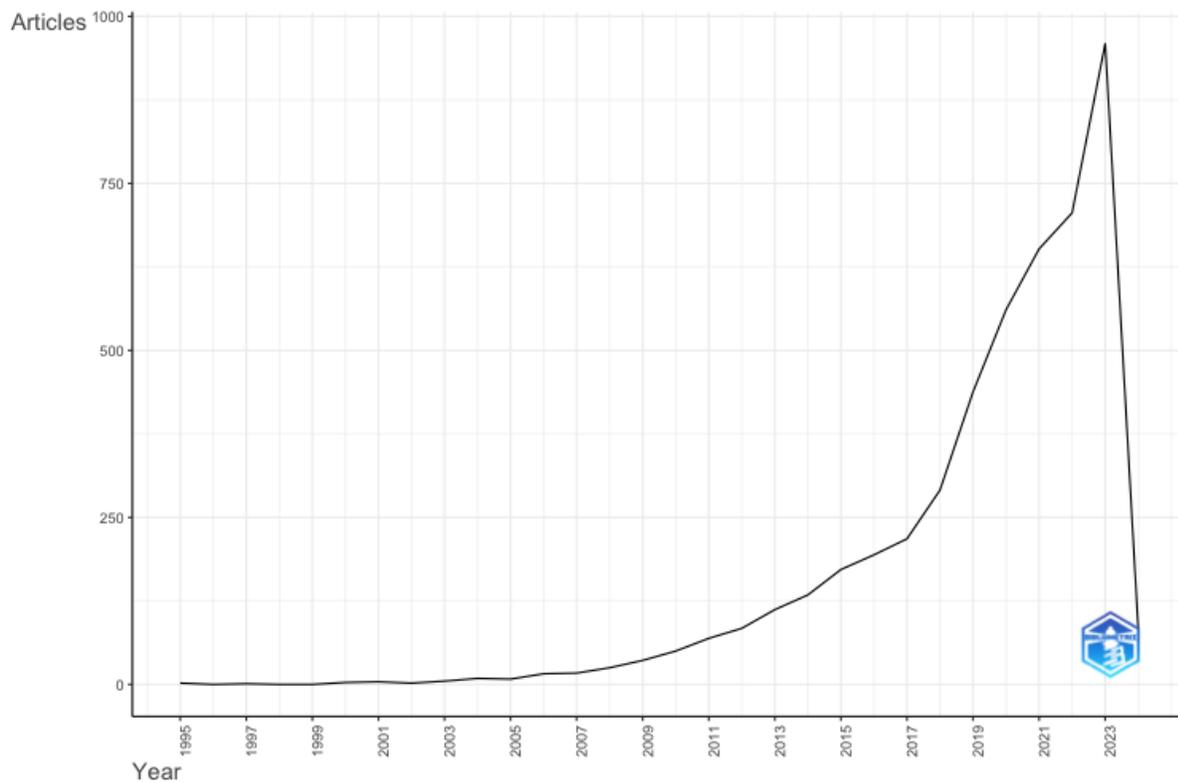


Figure 4. Nombre d'articles sur le Sud publiés annuellement, depuis 1995 (graphique produit par Biblioshiny avec les données de Web of Science).

Nous associons l'augmentation des années 2000 avec l'émergence du discours des Nations Unies sur l'âge urbain, qui a souligné la façon dont l'urbanisation se produit dans les villes du Sud global, renouvelant l'intérêt pour la catégorie du Sud. Cependant, nous ne savons pas exactement ce qui a provoqué l'augmentation des publications à partir de la mi-2010.

#### i. Les revues – les domaines de recherche s'intéressant au Sud

La figure 5 présente les dix premières revues dans lesquelles les articles du corpus apparaissent. Les études de développement et les études urbaines sont les deux domaines dominant la production de connaissances sur le Sud, ce qui se reflète également dans la liste des principales revues, dont la moitié appartient à ces deux domaines de recherche. Sur les dix premières revues, deux relèvent des études de développement, trois des études urbaines et les cinq autres sont interdisciplinaires, dans lesquelles les articles relatifs aux questions urbaines et de développement apparaissent régulièrement.

La figure 5 présente les dix premières revues dans lesquelles les articles du corpus apparaissent. Les études de développement et les études urbaines sont les deux domaines

dominant la production de connaissances sur le Sud, ce qui se reflète également dans la liste des principales revues, dont la moitié appartient à ces deux domaines de recherche. Sur les dix premières revues, deux relèvent des études de développement, trois des études urbaines et les cinq autres sont interdisciplinaires, dans lesquelles les articles relatifs aux questions urbaines et de développement apparaissent régulièrement.

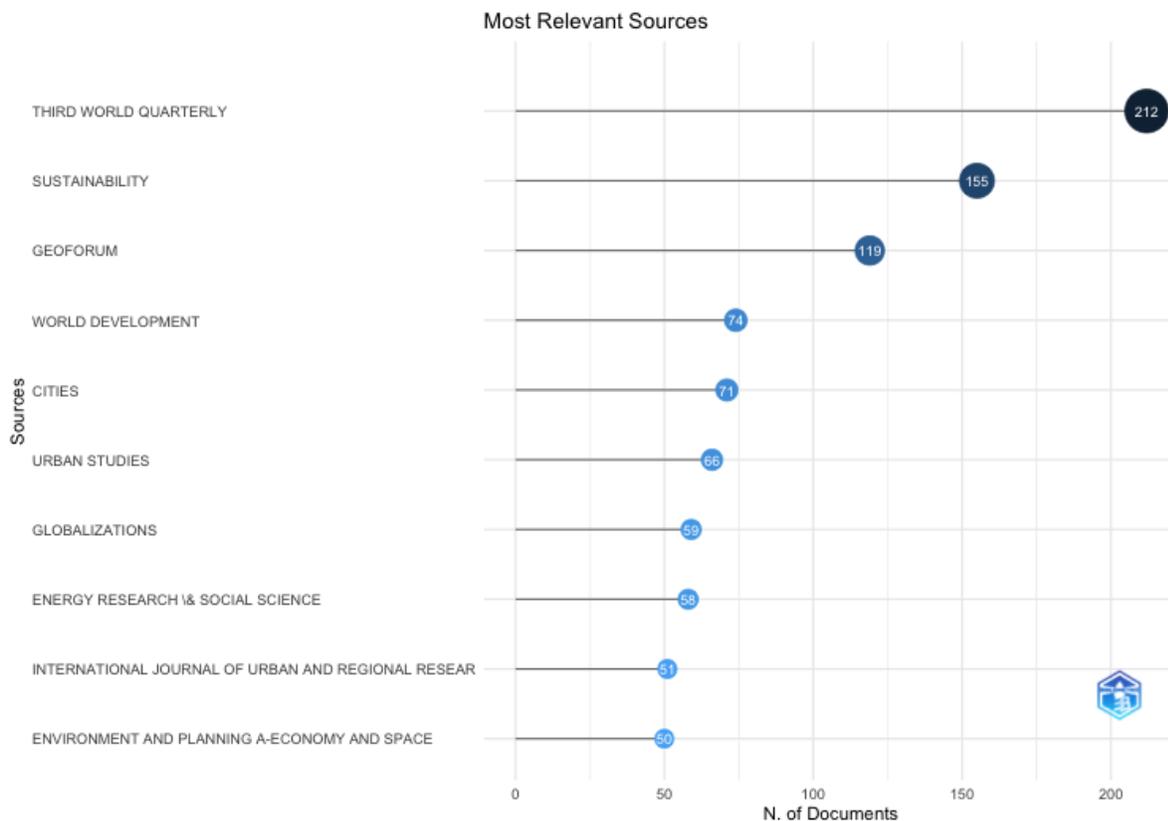


Figure 5. Revues les plus pertinentes en fonction du nombre d'articles sur le thème du Sud global.

**ii. Les pays de résidence des auteurs – les centres de production de connaissances sur le Sud**

Une grande partie de la littérature sur le thème du Sud global est produite par des chercheurs et chercheuses résidant dans le Nord global (figure 6). Les États-Unis, l'Allemagne, le Canada et l'Australie accueillent le plus grand nombre d'auteurs dans le domaine des études urbaines et se retrouvent donc en tête de liste des publications sur le Sud global. Comme notre corpus contient principalement des articles en anglais, il est compréhensible que les pays anglophones riches dominent la production de connaissances. En outre, bien que leur langue nationale ne soit pas l'anglais, l'Allemagne et les Pays-Bas ont une culture qui favorise la

production de connaissances en anglais (car l'anglais est la langue de travail en milieu universitaire).

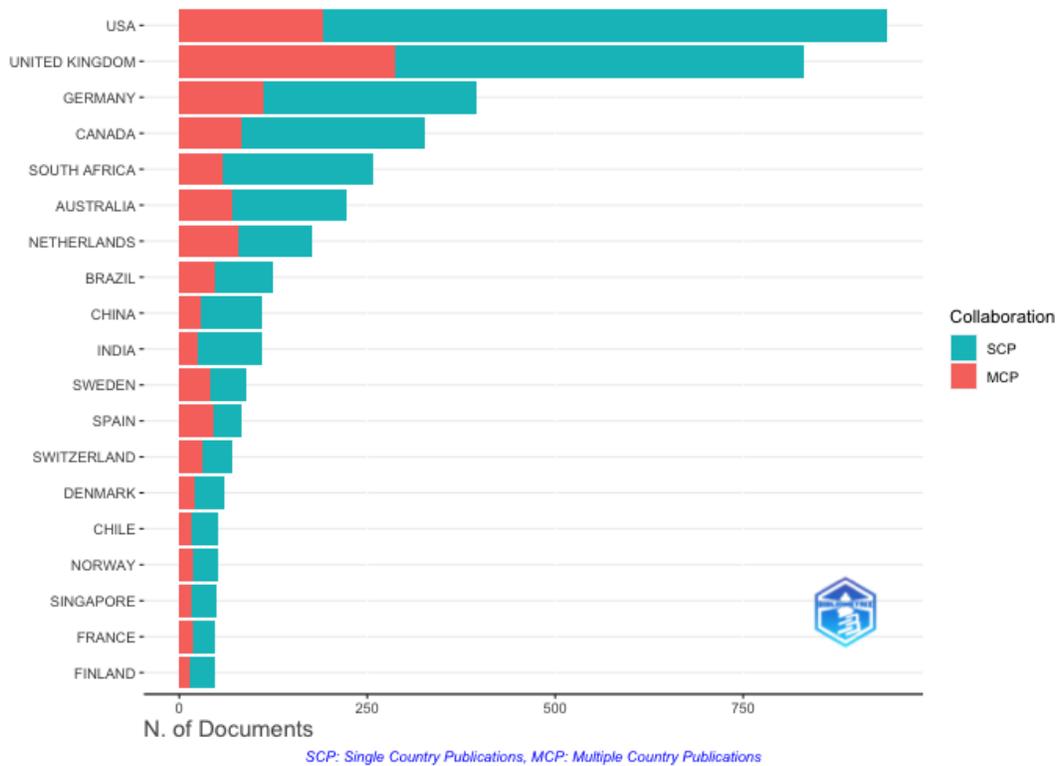


Figure 6. Graphique montrant le pays d'affiliation des auteurs d'articles sur le Sud. Dans la légende, SCP correspond aux articles publiés dont tous les auteurs sont originaires du même pays et le MCP, aux articles publiés dont les auteurs sont originaires de pays différents.

L'élément intéressant est la présence de quatre pays du Sud, à savoir l'Afrique du Sud (5e sur la liste), le Brésil, la Chine, l'Inde et le Chili. Ces cinq pays sont également ceux qui accueillent des auteurs qui collaborent avec ceux du Nord. La figure 7 montre la collaboration entre des auteurs basés dans différents pays sur la carte du monde (un lien de collaboration n'a été tracé que s'il y a un minimum de 15 publications dont les deux auteurs sont originaires des pays concernés). La carte dessine ainsi les contours plus larges de la production de connaissances sur le Sud global.

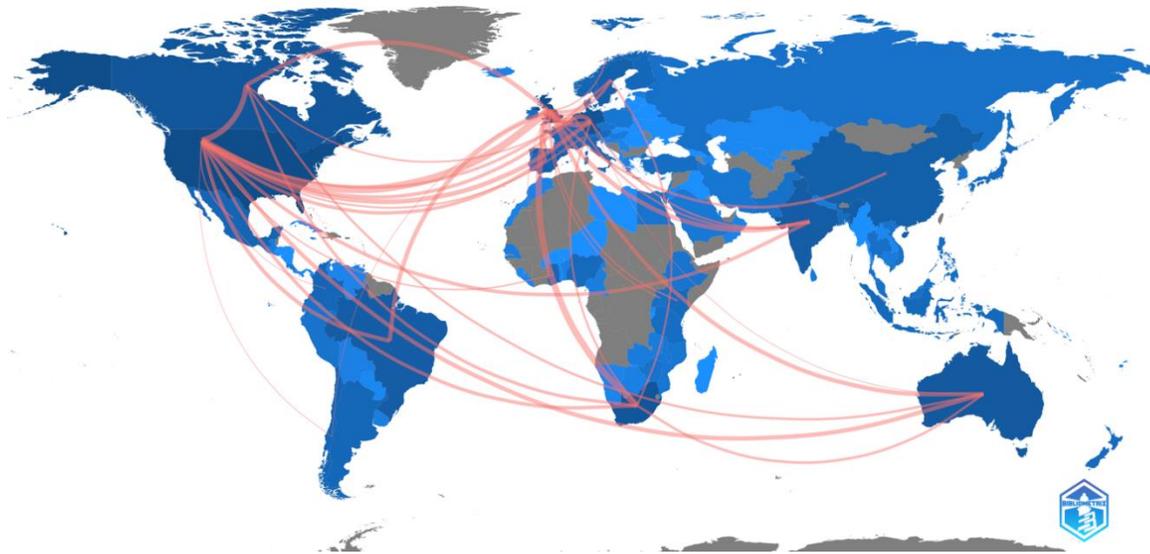


Figure 7. Carte montrant les liens les plus forts entre différents pays, sur la base de la coresponsabilité et de l'affiliation institutionnelle des auteurs.

Nous associons les collaborations scientifiques menant à la publication internationale et en anglais avec les facteurs suivants : le grand nombre d'universitaires (pays importants démographiquement parlant, comme la Chine, l'Inde et le Brésil), l'usage de l'anglais comme langue de travail en milieu universitaire (l'Afrique du Sud et le Ghana) et les liens de collaboration universitaires ou institutionnels grâce aux échanges depuis l'époque coloniale.

### iii. Les mots-clés – les thèmes de recherche du Sud

Si nous prenons les mots clés (fournis par les auteurs dans les publications), nous obtenons un aperçu général des sujets abordés dans le corpus. Comme nous l'avons déjà mentionné, la majeure partie de la littérature traite d'études urbaines ou d'études de développement, comme le montre également la figure 8, qui présente les mots clés les plus fréquents.

Si nous laissons de côté les mots clés de localisation géographique (p. ex., Inde ou Afrique), il y a alors deux niveaux de questions qui figurent dans la littérature. Les sujets les plus importants, ayant des mots clés occupant plus de 2 % du corpus, sont i) l'informalité, ii) la gouvernance/le néolibéralisme, iii) la durabilité/les changements climatiques, iv) la pandémie de covid-19, v) les infrastructures et vi) le genre. Ces sujets semblent se référer aux processus macros et structurels et à l'urbanisation (vision de développement, économie politique, changements climatiques planétaires, pandémie mondiale, migration). L'exception de ce groupe est le genre, une variable relevant de l'identité. Cette analyse montre que l'identité de genre est très importante au Sud et étroitement reliée aux processus macros et structurels. Le deuxième groupe (occupant entre 1 % et 2 % du corpus) aborde quelques



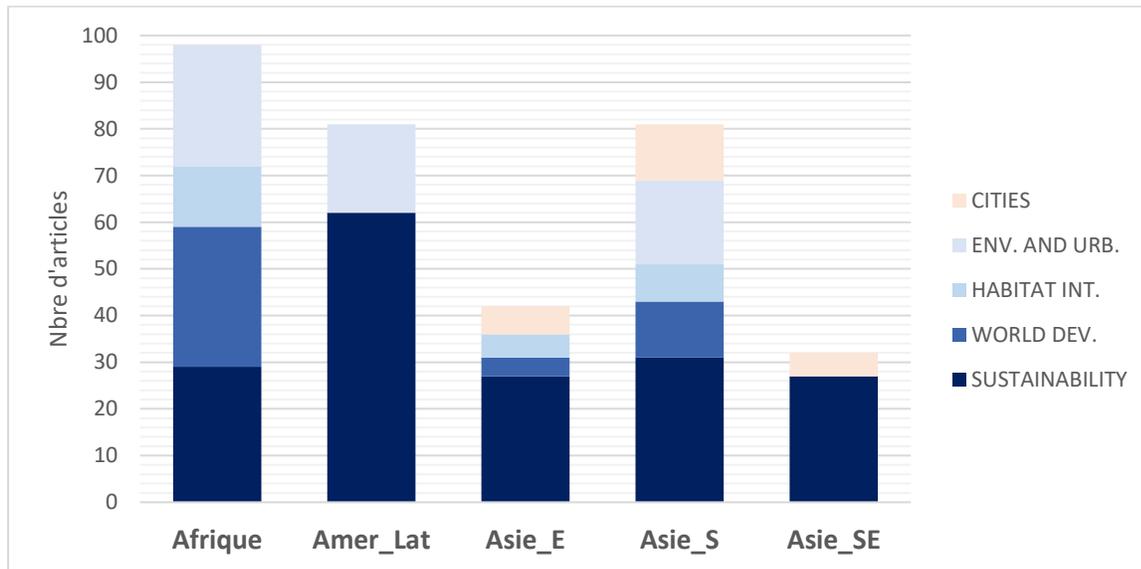


Figure 9. Nombre d'articles selon la région et la revue.

En première place des revues les plus pertinentes sur l'inclusion se trouve *Sustainability*, revue interdisciplinaire sur la durabilité. Sa popularité s'explique probablement par l'accès libre que cette revue offre ainsi que par son interdisciplinarité. *World Development* se trouve en deuxième place mais étonnamment, cette revue n'est pas privilégiée en Amérique latine ni en Asie du Sud-Est. Elle est la plus privilégiée dans les travaux sur l'Afrique, ce qui s'explique peut-être par le fait que ce continent fait face à plus de problèmes de développement (et de vulnérabilité des populations) que les autres continents. *Environment and Urbanization* est en troisième position, mais en termes de quantité d'articles, cette revue dépasse *World Development*. Nous pouvons affirmer avec certitude que l'environnement et le développement attirent le plus d'attention lorsque nous considérons l'ensemble de la production scientifique sur l'inclusion dans toutes les régions. En 5<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> positions se trouvent respectivement *CITIES* et *Habitat International*, deux revues spécialisées en milieu urbain qui s'intéressent à la planification et aux politiques urbaines, ainsi qu'à l'urbanisation dans les pays en développement.

Quand nous regardons de plus près les régions, quelques différences se dégagent (tableau 1). Les revues choisies en Amérique latine sont largement en espagnol et en portugais. Les deux revues en anglais choisies dans cette région portent toutes sur l'environnement et le développement durable. Ailleurs, on observe aussi la popularité des revues à portée nationale ou régionale comme *Economic and Political Weekly* en Inde et *TranS* en Asie du Sud-Est.

Tableau 1. Les six revues les plus pertinentes dans chacune des régions (couleurs représentant le nombre de publications de chaque revue dans chaque région)

Afrique	Amérique latine	Asie de l'Est	de	Asie du Sud	du	Asie SE
World Dev. 30	Planification 6	Planificatio 2		Planificatio 31		Planificatio 2
		n 7		n 7		n 7
Planificatio 29	Revista de 3	Land Use 1		Planificatio 18		Planificatio 1
n	Direito da 6	Planificatio 1		n & 18		n 6
	Cidade	n.		Urbanizatio 18		Planificatio 6
		n.		n.		n.
Planificatio 26	Planification & 1	Planificatio 8		CITIES 12		TraNS 6
&	Urbanization 9	n				
Urbanizatio 26		Planificatio 8				
n		n.				
Planificatio 16	Bitacora Urb. 1	CITIES 6		World Dev. 12		CITIES 5
n Forum	Territorial 7					
Habitat 13	EURE* 1	Habitat 5		Habitat 8		Front. 5
Planificatio 13		Planificatio 7		Planificatio 8		Sustain. 5
n.		n.		n.		Cities
Land Use 11	Urbe-Revista 1	World Dev. 4		GEOFORUM 7		Planificatio 5
Planificatio 11	Brasileira de 5					n. Dev. 5
n.	Gestao Urbana					Planificatio 5
						n Review

\*EURE : Revista Latinoamericana de Estudios Urbano Regionales; TraNS : Trans-Regional and National Studies of Southeast Asia.

(Les quatre codes de couleur correspondent aux quatre seuils d'occurrence des revues suivants <10, 11 à 20, 21 à 30, >31).

En somme, quatre tendances s'observent dans le type de revues. Plus le niveau d'urbanisation est bas et le niveau de vulnérabilité des populations est élevé, plus on retourne vers les revues sur le développement. Le libre accès semble jouer un rôle important dans le choix des revues (c'est le cas de *Sustainability*). Enfin, l'interdisciplinarité semble fédérer plusieurs auteurs qui s'intéressent à l'inclusion et, en lien avec celle-ci, à l'environnement et au développement.

## ii. Les pays de résidence des auteurs – les centres de production de connaissances sur l'inclusion

La concentration des recherches dans les quelques pays mentionnés (affiliation institutionnelle) représente les centres de production de connaissances. Dans la plupart des régions à l'étude, le centre de production de connaissances le plus important est localisé dans la même région, à l'exception de l'Afrique.

Commençons par l'Asie du Sud-Est (figure 10). Les deux pays qui sont des centres de production de connaissances sur l'Asie du Sud-Est sont de grandes puissances économiques de la région, soit Singapour et la Malaisie. Curieusement, les États-Unis se trouvent en quatrième position. La Chine, l'Australie et certains pays européens s'y trouvent également, mais plus bas que les États-Unis. Le graphique de la production à travers le temps (figure 10) montre que le nombre de publications par les auteurs à Singapour et en Malaisie continue à augmenter, tandis que celui dans les autres pays se stabilise.

En Asie du Sud, l'Inde sort en premier, suivie du Royaume-Uni et des États-Unis. On peut en déduire que l'héritage des relations de travail en milieu universitaire qui remonte peut-être à l'époque coloniale joue un rôle dans la formation des réseaux des auteurs.

Pour l'Amérique latine, les deux pays les plus importants sont le Brésil et les États-Unis. Le Royaume-Uni est moins important ici qu'en Asie du Sud. D'autres pays « riches » d'Amérique sont dans les cinq premiers.

Quant à l'Afrique, c'est la seule région dans notre étude où le premier pays important (Royaume-Uni) n'est pas situé sur le continent. Vient en deuxième position l'Afrique du Sud (probablement en raison d'une forte tradition d'études urbaines et d'universités qui collaborent étroitement avec les universités du Nord en raison de la mobilité et du financement de la recherche). On remarque que des pays riches et non africains occupent quatre des cinq premiers rangs.

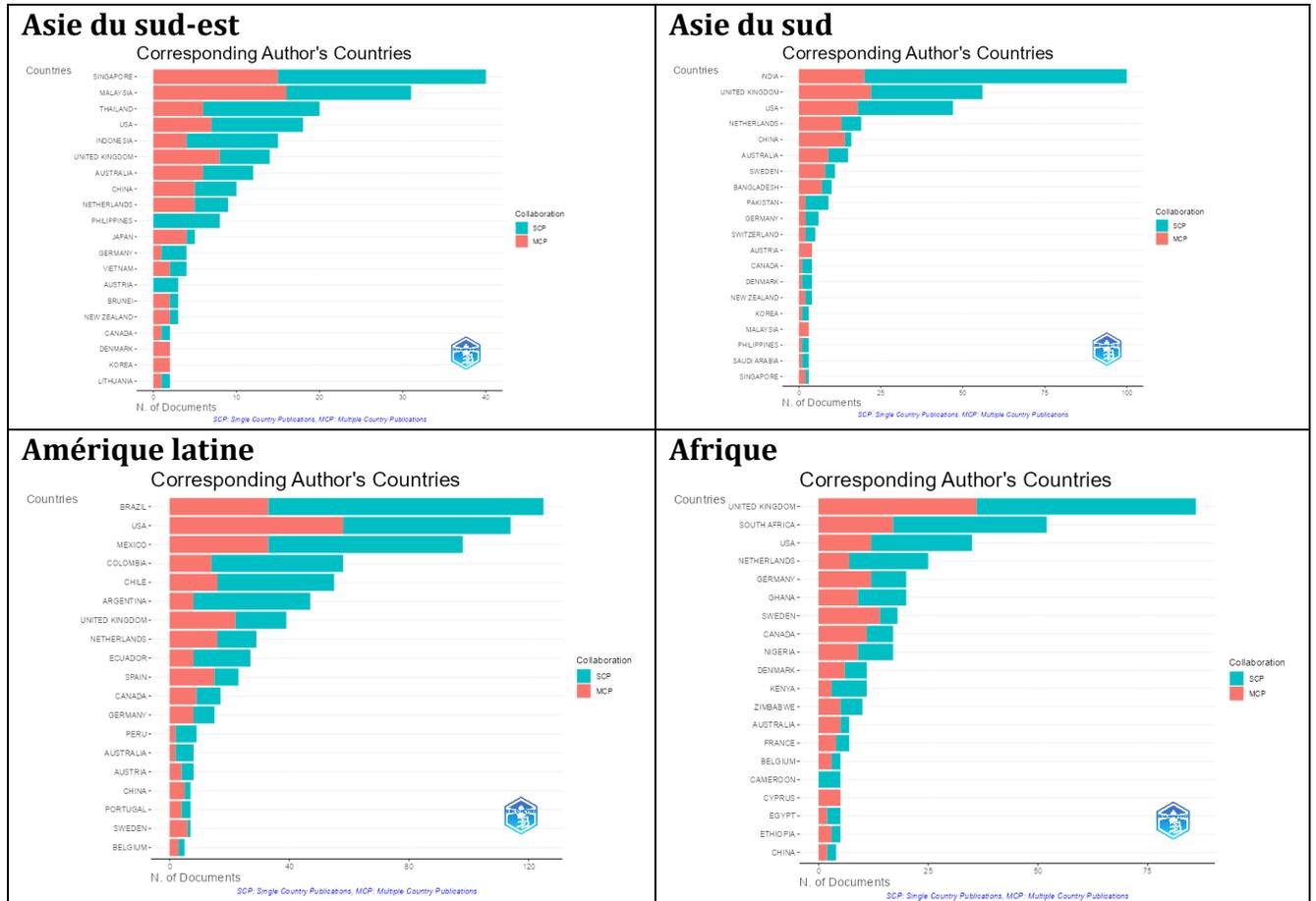


Figure 10. Pays de résidence des auteurs (exemple de quatre régions).

En somme, les facteurs expliquant la production importante dans certains pays sont les suivants :

- Puissances économiques : les pays ayant le niveau de richesse économique le plus élevé dans la région tendent à produire plus de recherches sur leur région.
- Proximité des réseaux de recherche en raison des liens historiques (coloniaux). Par exemple, le soutien traditionnel du Nord à des chercheurs (essentiellement blancs) d’Afrique du Sud ou à des instituts tels que l’IIAS (International Institute for Asian Studies) aux Pays-Bas.
- Instituts de recherche situés dans un pays étranger qui exercent une influence (géopolitique) sur la région ou fonds de recherche dans un pays du Nord. Par exemple, le projet The Urban Land Nexus and Inclusive Urbanization in Dar es Salaam, Mwanza and Khartoum, mené par l’Institute of Development Studies à l’Université de Sussex (subventionné par le ministère du Développement international du Royaume-Uni) et le programme EARTH. On y trouve aussi des fonds de recherche provenant de fondations comme la Carlsberg Foundation.

### **iii. Les mots clés – les thèmes de recherche de l'inclusion**

Comme dans la section précédente (3.3), si nous prenons les mots clés (fournis par les auteurs dans les publications), nous obtenons un aperçu général des sujets abordés dans le corpus. Puisque notre clé de recherche incluait « urbain » (et « inclusion »), il n'est pas surprenant que « urbain » constitue le mot clé dominant (ce terme englobe également d'autres termes connexes tels que « villes », « urbanisation », « développement urbain »).

Certains mots clés qui sont importants dans le corpus sur le Sud le sont encore davantage dans le corpus sur l'inclusion (occupant plus de 4 % du corpus), à savoir « durabilité », « gouvernance », « informalité » et « planification ». Dans le groupe des mots clés importants occupant entre 1 % et 2 % du corpus sur l'inclusion, on trouve « genre », « inclusion financière », « développement », « changements climatiques », « logement », « covid-19 » et « droit à la ville ». Curieusement, « Sud global » (Global South) fait partie des mots clés importants (2 %) de ce corpus. Le groupe des mots clés occupant 1 % du corpus contient une grande diversité de sujets, à savoir la vulnérabilité/la résilience, la citoyenneté, la pauvreté, la migration, l'éducation, la ville intelligente, etc.

## **V. Analyse qualitative de l'inclusion**

Dans cette section, nous examinons la base de données pour comprendre les tendances générales dans les sujets de recherche concernant l'inclusion. Certains articles abordant l'inclusion du Sud dans une perspective mondiale, nous les séparons des articles portant sur une des régions spécifiques. Nous présentons d'abord la perspective de l'inclusion à l'échelle mondiale et poursuivons avec les corpus régionaux.

### **i. L'inclusion depuis la perspective mondiale**

Il est à noter que deux groupes d'auteurs dans notre base de données s'intéressent à la perspective mondiale de l'inclusion : les auteurs utilisant les méthodes quantitatives pour mesurer les indicateurs proxys de l'inclusion et ceux qui s'intéressent aux processus ayant des impacts mondiaux.

Dans le premier groupe, nous avons recensé deux articles qui représentent deux équipes de recherche qui ont davantage publié sur le sujet, mais nous avons choisi seulement un article par équipe. Le premier article, par Simon et ses collègues (2016), s'intéresse aux indicateurs représentant l'objectif du développement durable numéro 11 de l'ONU (ci-après désigné ODD 11). Un ensemble d'indicateurs est développé et testé à travers cinq villes ayant des conditions très différentes, ayant pour objectif d'assurer le suivi et l'atteinte de l'ODD 11 de

l'ONU. Les indicateurs doivent satisfaire à dix critères, entre autres, possibilité de représenter différents contextes dans le monde, adaptabilité pour les villes de différentes tailles de population, disponibilité de données fiables (à différentes échelles spatiales). Parmi les sept cibles qui constituent l'ODD 11, deux mentionnent le terme « inclusive », soit celle qui concerne la planification participative et l'occupation du sol et celle qui concerne l'accès aux espaces publics. Cela étant dit, ces cibles restent assez générales et nous comprenons que l'élaboration des indicateurs de la ville inclusive est en cours.

Le deuxième article du type quantitatif, publié par Yamaguchi et ses collègues (2019), se penche sur la richesse inclusive. L'indice de richesse inclusive (initialement proposé par UNU-IHDP et UNEP (2014)) mesure le changement du bien-être ainsi que le niveau de durabilité du territoire sur une période temporelle d'une région donnée. À travers les résultats et discussions, on peut en déduire que l'inclusion signifie ici une vue d'ensemble des atouts d'un territoire et l'importance de surveiller cet indice pour assurer la durabilité du territoire (et l'équilibre entre croissance économique, limites planétaires (ressources naturelles) et bien-être social). Sur le plan empirique, la richesse inclusive comprend trois composantes : capital naturel, capital humain et capital produit. Cette façon de concevoir la richesse est plus inclusive que le PIB. Dans le deuxième courant de la perspective mondiale, mais avec un focus sur les pays du Sud, il est à mentionner le travail de Zoomers et ses collègues (2017) qui s'intéressent aux processus ayant des impacts mondiaux. L'ODD 11 est utilisé comme point d'entrée de l'article, avec l'argument voulant que pour atteindre l'urbanisation inclusive, on doit se pencher sur les changements d'occupation du sol et les flux de capitaux investis dans les infrastructures, le logement, le développement économique, etc. Les auteurs se concentrent sur l'inclusion sociale et s'intéressent à l'accaparement foncier. Plus spécifiquement, Zoomers et ses collègues (2017) mettent de l'avant des modèles d'affaires inclusifs qui intègrent des travailleurs ruraux ou ceux de petites échelles dans les initiatives agricoles qui fournissent des produits aux villes. Les auteurs proposent de prêter attention aux ruraux dans les politiques de développement pour ainsi mieux relier le rural et l'urbain, car il y aura des déplacements de ruraux en direction ou à proximité des villes. Le développement de villes de petite taille est à considérer aussi, car elles jouent un rôle crucial dans l'approvisionnement de services pour leur arrière-pays. Quatre domaines sont à considérer quand on veut développer des villes socialement inclusives, à savoir la transformation sociospatiale à l'intérieur des villes (pauvreté, précarité), les modes de subsistance et de rémunération, les villes nouvelles apparues à la campagne, et enfin les infrastructures et corridors de développement de grande envergure.

En somme, l'ODD 11 semble être le motif principal des articles qui examinent l'inclusion à l'échelle mondiale, que ce soit par une approche empirique quantitative ou par une approche

qualitative. Dans les prochaines sections, nous présentons les analyses des régions géographiques.

## ii. Afrique

Pays inclus : Afrique du Sud, Algérie, Angola, Bénin, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Congo, Égypte, Érythrée, Éthiopie, Gambie, Ghana, Guinée, Kenya, Libéria, Malawi, Mali, Maroc, Maurice, Mozambique, Namibie, Niger, Nigeria, Ouganda, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Tanzanie, Tchad, Togo, Tunisie, Zambie, Zimbabwe.

La littérature en Afrique porte davantage sur l'accès aux diverses ressources, allant des ressources foncières aux logements, en passant par les moyens financiers. Dans la dimension politique de l'inclusion, Miraftab et Wills (2005) proposent le terme « citoyenneté inclusive », à travers l'insurrection et la résistance à l'éviction en Afrique du Sud. La citoyenneté inclusive a été formulée en même temps que d'autres termes : citoyenneté active, participative, par le bas, ou insurrectionnelle, etc. – dans le « mouvement » intellectuel de déplacer le focus de la citoyenneté de l'État vers le peuple. Dans cette reconceptualisation, la citoyenneté concerne des espaces et des actions qu'instaurent les citoyen·ne·s afin de « créer leurs propres opportunités et termes d'engagement » (Cornwall, 2002, cité dans Miraftab et Wills, 2005). S'ajoute à l'espace invité l'espace inventé, concept proposé par Miraftab et Wills (2005).

Selon ces auteures, les stratégies développées par les organismes œuvrant en logement promeuvent une citoyenneté inclusive au moyen d'un mouvement « grassroot » qui contribue à créer une gouvernance inclusive. Elles l'illustrent par le cas de l'insurrection face à l'éviction en Afrique du Sud survenue dans les années 2000. Les espaces invités (canaux de transmission des voix souvent formels et créés par l'État) ne sont pas suffisants, car les gens trouvent que les lois vont à l'encontre de leur besoin de logement, ou que les gouvernements locaux et leurs conseillers ne s'intéressent pas aux besoins de la population, mais au pouvoir et au profit. C'est ainsi que les citoyen·ne·s créent de nouveaux espaces pour répondre à leurs besoins et demandes (espaces inventés) : actions collectives déifiantes, tactiques de négociations en plus des stratégies plus violentes (manifestations, protestations, etc.), formations pour aider les membres à participer aux débats dans l'espace public, etc.

Sur la dimension économique de l'inclusion, Koomson et ses collègues (2020) utilisent le terme « inclusion financière » qui comprend une panoplie d'indicateurs (propriété de comptes bancaires, facilités de paiement, accès au crédit et réception de fonds (remittance)). La littérature sur l'inclusion financière suggère que cette dernière peut diminuer la pauvreté et la vulnérabilité à la pauvreté. Les propriétés et les accès financiers sont censés renforcer le bien-être des individus et des ménages en raison de l'apport de capital, des investissements, de l'accès à l'éducation, de l'autonomisation des femmes et de la gestion des risques (achat de grains plus résistants à la sécheresse, systèmes de drainage en prévention

des inondations, etc.). Les auteurs mettent cependant en garde contre les dangers d'un accès trop facile chez les populations pauvres. En effet, si les gouvernements et organismes donateurs comme la Banque mondiale font la promotion de l'accès financier universel (à tous, pas seulement aux populations pauvres) comme moyen de combattre la pauvreté, l'influence de l'inclusion financière sur la pauvreté diffère selon les genres et le niveau d'urbanisation. Dans le cas du Ghana, le pays à l'étude, les hommes ont un meilleur accès aux moyens financiers que les femmes, mais les ménages dirigés par les hommes sont plus exposés à la pauvreté que ceux dirigés par les femmes. De plus, les urbains ont plus d'avantages à accéder aux moyens financiers que les ruraux.

Pour ce qui est de l'inclusion sociale, Kaag et ses collègues (2019), en s'intéressant à l'accès foncier en Afrique, utilisent plutôt le terme « développement inclusif »<sup>3</sup>. On peut considérer que leur approche à l'inclusion est à la fois économique et sociale. En Afrique de l'Ouest, le manque de foncier comme moyen de production et les particularités du système d'héritage foncier local poussent les jeunes à migrer ou à travailler dans un domaine autre que l'agriculture. Cet article examine comment les jeunes se positionnent dans le processus de marginalisation mais profitent de l'inclusion et de la redistribution, voire y contribuent. L'article démontre que les jeunes et les femmes peuvent gagner un meilleur accès foncier grâce à la migration (les jeunes ayant plus de capital, les femmes devenant chefs de ménage et ayant donc plus de voix). Cependant, les ressources foncières sont devenues plus rares et non abordables à cause de la spéculation. En revanche, la spéculation foncière, notamment en milieu urbain, crée une nouvelle élite économique (jeunes de retour d'une migration) et creuse davantage l'écart entre les riches et les pauvres.

### iii. Amérique latine

Pays inclus : Argentine, Belize, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Équateur, El Salvador, Guatemala, Honduras, Mexique, Nicaragua, Paraguay, Pérou, Porto Rico, Trinité-et-Tobago, Uruguay, Venezuela.

La littérature latino-américaine est qualitativement critique par nature et peut être classée en trois groupes principaux. Premièrement, l'écologie et l'environnement. Bien qu'une grande partie de la littérature traite de l'inclusion des services écosystémiques, elle compte également des discussions sur l'environnement urbain. Deuxièmement, la gestion des déchets municipaux. Presque exclusivement urbain, ce groupe se compose d'ouvrages qui mobilisent l'inclusion des personnes travaillant avec et autour des déchets, avec un accent particulier sur les déchets solides. Troisièmement, d'autres préoccupations variées (comme dans les autres contextes). D'un point de vue théorique, l'examen qualitatif de la littérature

---

<sup>3</sup> Le développement inclusif est défini par Gupta et ses collègues (2015 : 546) « un développement qui inclut les personnes, les secteurs et les pays marginalisés dans les processus sociaux, politiques et économiques afin d'améliorer le bien-être humain, la durabilité sociale et environnementale et l'autonomisation » [traduction libre].

latino-américaine suggère deux orientations clés. Premièrement, la mobilisation du travail de Paulo Freire (2020) sur la méthode dialogique de la participation non hiérarchique et de la politique inclusive. Deuxièmement, la mobilisation de la notion de pluriversalité, adaptée à la discussion sur l'inclusion de divers univers et modes de connaissance.

En examinant les inclusions et les exclusions dans la participation à la réserve de biosphère de Montes Azules (Mexique), Durand et ses collègues (2014) discutent des processus d'exclusion produits par les mécanismes mis en place, paradoxalement, pour l'inclusion. Leur recherche démontre que même si les méthodes participatives inclusives sont utilisées pour la conservation de la biosphère, les inégalités de pouvoir locales demeurent et entraînent l'exclusion. En soulignant les limites culturelles des systèmes participatifs (émanant de la classe, de l'éducation et de la langue), leur recherche expose que les processus d'exclusion se poursuivent même lorsque tous les groupes sont formellement inclus. Le constat de cette recherche est que des structures de participation simplement inclusives, sans tenir compte des dynamiques de pouvoir locales (qui peut parler et quelle voix compte ou est entendue), n'aboutissent pas à l'inclusion de tous les acteurs ou de divers intérêts. Les auteurs proposent l'égalité politique comme base de l'inclusion, en vertu de laquelle toutes les parties impliquées devraient avoir la possibilité de transformer à la fois les opinions initiales et les décisions finales.

En insistant davantage sur la nécessité d'inclure des valeurs et des contextes divers, Li et ses collègues (2024) développent un cadre pour l'inclusion de petits propriétaires fonciers hétérogènes dans les services écosystémiques. Le principal argument de cette étude est que les petits propriétaires fonciers étant hétérogènes et ayant des intérêts variés en ce qui concerne les services écosystémiques, leur participation conduirait à une prise de décision inclusive (inclusion de divers points de vue) et à des politiques publiques durables. Cette position est similaire à celle de Rincón-Ruiz et ses collègues (2019) qui comparent 21 études de cas à travers l'Amérique latine pour souligner la nécessité de l'inclusion sociale et de l'acceptation de la pluralité des valeurs (toujours dans le contexte des services écosystémiques). Ils plaident en faveur d'une vision non universelle de la nature (pluriversalité, telle que discutée ci-dessus) comme base de toute pratique d'inclusion, qui est nécessaire à la justice sociale et environnementale.

La notion d'inclusion sociale est développée par Fernandes (2007), qui étudie le cas du programme de réforme urbaine du Brésil. Fernandes souligne la nécessité d'inclure tous les paliers de gouvernance (fédéral, provincial et municipal) dans la mise en œuvre des réformes, ainsi que la nécessité d'intégrer les mouvements sociaux urbains dans le processus. Ainsi, l'inclusion devient un processus intrinsèquement politique. En approfondissant l'idée de l'inclusion en tant que processus, Muñoz et ses collègues (2022) démontrent la nécessité d'élaborer des politiques pour développer des cultures inclusives. En examinant la loi chilienne sur l'admission non discriminatoire dans les écoles, cette étude souligne la nécessité, par exemple, de former les enseignant·e·s et de mettre en place des infrastructures inclusives, pour développer une culture (de travail) qui soit inclusive.

La notion d'inclusion sociale est également présente dans la littérature traitant de la gestion des déchets (principalement les déchets solides et le recyclage). En utilisant le cas des coopératives de recyclage au Brésil, Gutberlet (2015) démontre leur rôle dans la construction de villes inclusives (et plus propres). Gutberlet affirme que les déchets solides intéressent de multiples parties prenantes et qu'il est impossible d'élaborer un plan de gestion efficace sans les inclure toutes. Cette inclusion doit tabler sur la conscience collective (mobilisant le travail de Paulo Freire) menant à l'auto-organisation et au changement politique.

En développant cette notion d'auto-organisation et de changement politique, Campos et ses collègues (2023) mobilisent les innovations de la base en étudiant les organisations de ramasseurs de déchets en Argentine, au Brésil, au Nicaragua, au Kenya et en Tanzanie. Leur étude démontre comment les communautés s'organisent, avec les entrepreneurs, les organismes locaux et le gouvernement, pour imaginer des solutions adaptées aux problèmes locaux (ici, la gestion des déchets solides). Elle expose également le danger d'appropriation de ces innovations par l'État ou les entreprises privées, conduisant à l'omission totale de la communauté dans leur mise en œuvre.

Renforçant le besoin de partenariats, Dias (2016) fait valoir la nécessité d'inclure les ramasseurs de déchets en tant que partenaires dans le système de gestion des déchets solides afin de créer des villes inclusives (qui accueillent et permettent des moyens de subsistance diversifiés). En étudiant les cas de Belo Horizonte (Brésil), Bogota (Colombie) et Pune (Inde), Dias plaide en faveur de l'inclusion des ramasseurs de déchets informels dans le processus de planification et conceptualise les ramasseurs de déchets comme i) des prestataires de services, ii) des acteurs économiques, iii) des acteurs politiques et iv) des moteurs de changement social. Ainsi, Dias (2016) défend les processus de gestion inclusifs qui combinent l'inclusion sociale et la protection de l'environnement.

Nuançant ces arguments, Campos et ses collègues (2021) démontrent comment les recycleurs (principalement des citoyens pauvres) contribuent à la construction de régimes environnementaux inclusifs. Leur étude montre que la collectivisation des recycleurs permet de surmonter la stigmatisation et de recadrer le travail autour du discours sur les services environnementaux. En utilisant l'étude de cas des réseaux de recycleurs au Nicaragua, dans les Caraïbes et au Kenya, Campos et ses collègues démontrent comment les luttes pour les droits du travail, l'inclusion économique et la reconnaissance ont conduit à une rationalité environnementale, en se réappropriant leur propre position de prestataires de services plutôt que de pauvres urbains dépendants. Cette gouvernabilité de base représente des voies alternatives dans lesquelles la gouvernance environnementale émane de communautés qui simultanément se conforment, résistent et donnent forme aux politiques électorales locales et au contrôle des entreprises mondiales.

#### iv. Asie de l'Est

##### Pays inclus : Chine.

Dans cette région du monde, les articles scientifiques sur l'inclusion se concentrent davantage sur la Chine. La plupart des auteurs mentionnent un changement de paradigme dans le discours entourant l'urbanisation en Chine, dicté par leur National New-Type Urbanization Plan (2014-2020). Le terme « inclusion » s'y trouve, ainsi que des notions comme « new-type urbanization » et « people-oriented urbanization » (Guan et coll., 2018; Han et coll., 2023). Quelques auteurs ne définissent pas l'inclusion, mais en démontrant les impacts d'une transformation urbaine sur la population, ils suggèrent que l'urbanisme doit être inclusif pour les groupes sociaux (Dai et coll., 2023). Une perspective inattendue de l'inclusion est mise de l'avant dans l'article de Sargeson (2013) qui dénonce le caractère violent de l'urbanisation en Chine. Selon l'auteure, l'urbanisation chinoise est inclusive, car il s'agit d'un objectif développemental de toute la société. Pour ce faire, l'urbanisation se rabat sur l'expropriation des terres et par conséquent, la violence durant ces processus. De ce fait, la violence touche à la vie de toute une société, elle est donc inclusive. L'auteure conclut que la violence est une partie constituante du projet inclusif et actuel de l'urbanisation en Chine.

Quant aux dimensions de l'inclusion, les articles sur la Chine mettent l'accent sur la dimension économique, avec trois articles l'approchant sous des angles différents. Notons par exemple le travail de Guan et ses collègues (2018). Examinant les stratégies d'urbanisation en Chine, les auteurs critiquent le faible niveau d'inclusion dans la façon dont l'urbanisation se déroule. Plus spécifiquement, ils s'attardent à la non-inclusivité dans la croissance économique, l'écart grandissant entre les classes sociales et la défavorisation socioéconomique à diverses échelles.

Toujours dans la dimension économique de l'inclusion, Chen et ses collègues (2019) proposent un nouveau modèle d'urbanisation, celui qui est centré sur les personnes, dans lequel la vision inclusive est un des quatre piliers. La vision inclusive se traduit par le partage des bénéfices de l'urbanisation pour tous. Parmi les groupes de population vulnérables qui ne bénéficient pas de l'urbanisation, se trouvent des travailleurs ruraux (agriculteurs) qui viennent construire les villes. D'autres auteurs (Dai et coll., 2023) mentionnent aussi des communautés délogées aux fins de revitalisation urbaine qui sont désavantagées lorsqu'elles sont déplacées dans des zones où le coût de la vie est plus élevé.

Zhang et ses collègues (2020) étudient spécifiquement la richesse inclusive de la Chine. Ces auteurs proposent une méthode de calcul pour mesurer la richesse inclusive au niveau local (résolution spatiale de 1 km). Ils détaillent aussi des types de données mobilisées pour faire le calcul : i) capital humain : taille de la population, niveau d'éducation, âge; ii) capital produit : routes, infrastructures, machines et iii) capital naturel : ressources non renouvelables (charbon, métaux, pétrole, etc.) et renouvelables (eau, forêt, produits agricoles). Ils démontrent les inégalités régionales en Chine, ainsi que les corrélations entre les trois types de capitaux.

Dans la dimension spatiale de l'inclusion (soit les enjeux d'accès aux services), Han et ses collègues (2023) se penchent sur le développement de la ville intelligente en Chine. Ils arguent qu'instaurer des aménagements centrés sur les utilisateurs, par exemple pour faciliter la mobilité des personnes âgées, pourrait améliorer le niveau d'inclusion des villes. Cela dit, même si l'article utilise le terme « inclusive » à plusieurs reprises, il n'en fournit pas de définition ou d'explication très claire. D'autres enjeux qui concernent l'inclusion spatiale sont liés à l'accès aux logements et à la mobilité des communautés déplacées aux fins de revitalisation urbaine (Dai et coll, 2023).

Dans la dimension politique, une seule mention qui concerne la sphère politique se trouve dans l'article de Han et ses collègues (2023). C'est à Shanghai qu'il y a une volonté de créer un environnement institutionnel inclusif. On peut en déduire que cet environnement doit permettre aux différents secteurs de participer au développement économique de la métropole.

## v. Asie du Sud

Pays inclus : Bangladesh, Bhoutan, Inde, Népal, Pakistan, Sri Lanka.

La littérature sur l'inclusion en Asie du Sud s'articule principalement autour des thèmes disciplinaires du développement et des études urbaines. Dans ces deux groupes prédominent les problématiques i) de la pauvreté/du développement économique, ii) des questions liées au genre et iii) des questions de gouvernance. Une analyse temporelle montre que la littérature sur les questions urbaines augmente au fil du temps, notamment en raison de la part plus importante de la littérature qui étudie l'Inde.

Une partie de la littérature s'appuie sur une compréhension courante de l'inclusion. Bien que ces travaux ne poussent pas plus loin la définition de l'inclusion, leurs cas, à différentes échelles, nous aident à comprendre l'implication conceptuelle plus large de l'inclusion. Najam et ses collègues (2003) discutent de la nécessité d'inclure les pays en développement dans les négociations sur le climat. Pour eux, les pays en développement sont les plus vulnérables et leur participation est donc cruciale. Reprenant ces discussions à l'échelle de la ville, Kumar et ses collègues (2016) plaident en faveur d'une évaluation de la vulnérabilité à l'échelle de la ville. À leur avis, une évaluation systématique de la vulnérabilité pourrait devenir un outil pour une planification inclusive de l'adaptation au climat. Par ailleurs, Parasuram (2006) se concentre sur l'inclusion des enfants handicapés à l'école.

Dans l'économie du développement, la notion d'inclusion financière est forte. Sarma et Pais (2010) définissent l'inclusion financière comme un processus qui garantit l'accès au système financier formel. Ces auteurs utilisent l'indice d'inclusion financière comme mesure pour comprendre l'indice de développement humain (IDH). Ils soutiennent que le macro-indice d'inclusion financière permet de surmonter les lacunes dans le calcul de l'IDH. Leurs résultats montrent une corrélation positive entre l'inclusion financière et le développement humain :

ils extrapolent que l'exclusion du système financier est un marqueur d'une exclusion sociale et d'une marginalité plus importante. Ainsi, en utilisant l'inclusion financière comme un marqueur de la réduction de l'inégalité (à la fois sociale et économique), ils suggèrent des mesures de planification financière pour améliorer l'inclusion financière. Le travail de Srivastava (2017) sur le thème similaire de la planification économique inclusive à l'échelle macro se concentre toutefois sur l'urbanisation. Ainsi, Srivastava met l'accent sur la ville inclusive qui, bien qu'elle ne soit pas clairement définie, fait référence dans le document à l'inclusion des ménages pauvres en milieu urbain : une planification inclusive pour réduire la pauvreté. Le principal obstacle à la planification d'une ville inclusive est le manque de données distinctes permettant d'analyser des questions telles que le logement, la santé et l'éducation du point de vue des citoyens pauvres. Srivastava (2017) fait en outre valoir que des données séparées permettraient également de comprendre les différentes vulnérabilités des citoyens pauvres. Il reprend la classification des vulnérabilités du document indien de planification quinquennale (2002-2007), soit la vulnérabilité du logement, la vulnérabilité économique, la vulnérabilité sociale et la vulnérabilité personnelle.

Une grande partie de la littérature se concentrant désormais sur les questions urbaines, les problèmes de macroplanification sont également traités dans le domaine de la planification urbaine. Chu et ses collègues (2016) discutent des processus de planification inclusifs pour obtenir des niveaux plus élevés d'équité et de justice climatiques. Pour ce faire, ils adoptent une définition large des résident·e·s vulnérables, afin de prendre en compte les intérêts sociaux, économiques et politiques de divers groupes, en particulier les personnes pauvres vivant en milieu urbain et les minorités sous-représentées. Ainsi, du point de vue de la planification urbaine, l'inclusivité est définie par les opinions qui sont prises au sérieux dans le processus de planification, que ces chercheurs mobilisent pour une étude comparative entre Quito (Équateur) et Surat (Inde). Nagendra et Ostrom (2014) ont approfondi le concept d'inclusion par le biais de la gouvernance des biens communs socioécologiques urbains. En étudiant les lacs urbains de Bangalore (Inde), ils conçoivent l'inclusion selon une compréhension commune de la participation inclusive des résident·e·s (en particulier les résident·e·s sans connaissances techniques) dans la gestion des biens communs urbains tels que les lacs. À l'inverse, Van Gils et Bailey (2021), qui explorent la notion de ville intelligente inclusive, plaident pour une inclusion fondée sur l'égalité et l'habitabilité plutôt que sur l'inclusion de tout le monde (ou de tous les groupes). Ainsi, sur le terrain, cela signifie de permettre aux groupes marginalisés d'accéder aux services urbains. Cependant, Van Gils et Bailey (2021) démontrent également que l'inclusion dans le processus de planification doit rester libre, c'est-à-dire sans condition d'utilisation des infrastructures urbaines. L'inclusion des résident·e·s dans les biens communs ou les services urbains est plus prononcée dans la littérature traitant des transports. L'étude de Joshi et Bailey (2023) se concentre sur les femmes dans les transports publics et plaide en faveur d'un environnement urbain sûr et inclusif pour les femmes. De même, Mowri et Bailey (2022) démontrent comment les femmes sont discursivement exclues de l'utilisation des transports publics, en procédant à l'analyse des médias au Bangladesh.

## vi. Asie du Sud-Est

Pays inclus : Brunei, Cambodge, Indonésie, Laos, Malaisie, Myanmar, Philippines, Singapour, Thaïlande, Timor oriental, Vietnam.

Parmi notre sélection, les articles faisant mention de l'Asie du Sud-Est portent sur plusieurs pays et sur des thèmes marqués par les enjeux environnementaux (adaptation aux changements climatiques, énergie renouvelable et gestion des risques). La dimension politique de l'inclusion est abordée par deux articles. Siciliano et ses collègues (2018) se penchent sur l'inclusion en proposant un cadre conceptuel de la justice énergétique pour les pays du Sud, car ces derniers ont un grand potentiel de production d'énergie renouvelable. Ce cadre vise à aider aux prises de décision lors des projets de barrages hydroélectriques. Selon ces auteurs, l'inclusion est une des trois composantes de la justice énergétique, et comprend la justice procédurale (la participation des acteurs) et la justice restauratrice (la mitigation des impacts négatifs ou la réparation des dommages causés par les projets). L'inclusion doit prendre en compte trois dimensions, soit l'espace, la temporalité et les valeurs ou impacts des projets. De surcroît, l'inclusion doit être analysée selon plusieurs principes de la justice, comme l'équité sociale ou intergénérationnelle, la transparence, la durabilité des projets, etc. Particulièrement important pour l'inclusion est le rapport de pouvoir des acteurs impliqués, notamment la façon dont l'État et le privé interagissent avec les communautés locales lors des décisions ou les invitent à y prendre part.

Dans la même dimension de l'inclusion, Archer et ses collègues (2014) approchent l'inclusion selon l'angle de l'adaptation aux changements climatiques, plus spécifiquement dans les modèles d'adaptation fondés sur la communauté. Les auteurs préconisent que la gouvernance délibérative et participative de l'adaptation aux changements climatiques est la base d'une gouvernance inclusive. Sans conceptualiser explicitement l'inclusion politique, l'article offre plusieurs leçons tirées des observations dans quelques pays.

La dimension sociale de l'inclusion est abordée par Gaillard et ses collègues (2016) dans leur article portant sur l'inclusion des minorités de genre dans la gestion des risques naturels. L'article préconise un cadre opérationnel de la gestion des risques (désastres) plus inclusif sur la question des genres, notamment pour tenir compte des groupes queers. Ignorer l'existence de ces groupes dans la gestion des risques renforce leur vulnérabilité et néglige leur capacité de gérer les aléas naturels. Les auteurs mettent l'accent sur l'importance de la participation de ces groupes aux processus de décision pour soulever leurs besoins et trouver des solutions potentielles. Leur participation aux processus décisionnels est souvent compromise par la reddition de comptes à des acteurs externes (fonds qui viennent de l'Occident avec une vision occidentale des genres) au lieu d'une reddition de comptes à des groupes marginalisés locaux.

Toujours sur l'inclusion sociale, l'article de Ye (2019) observe le concept à l'échelle intra-urbaine. En effet, l'auteure conceptualise l'inclusion sociale dans les interactions quotidiennes qui se déroulent dans les espaces publics ou partagés (autobus, bibliothèques, parcs, etc.). Elle s'intéresse spécifiquement aux mécanismes de la cohabitation (ou du vivre-ensemble) et de l'incorporation de la différence et de la diversité dans ces espaces partagés au quotidien. Elle examine comment l'inclusion (sociale) est gérée et comment la différence et la diversité urbaine sont constituées et gérées. En outre, elle pointe l'importance des normes, des codes de conduite légitime ou acceptable, etc. Il est à noter qu'elle préconise de situer la diversité urbaine dans les processus menés par l'État et ses politiques publiques, comme les politiques de migration en Asie. Ainsi, l'inclusion dans l'espace public urbain dans les villes de l'Asie « qui se mondialisent » doit être comprise à travers des logiques sous-tendant l'immigration, et donc la structuration de l'intégration de la main-d'œuvre dans ces pays.

La dernière dimension de l'inclusion mentionnée dans les articles sur l'Asie du Sud-Est est spatiale, traitée dans deux articles assez différents; l'un est conceptuel et l'autre empirique. Asadi-Shekari et ses collègues (2014) se penchent sur le potentiel piétonnier dans un campus universitaire et utilisent la notion d'inclusion des conditions de la marche. Toutefois, ils ne fournissent pas d'explications sur la notion. À travers les mesures nécessaires aux conditions de la marche, on comprend que l'inclusion spatiale implique de considérer les besoins de différents groupes de piétons, notamment les personnes âgées et celles ayant des handicaps. Quelques exemples sont donnés : fontaines accessibles pour les personnes en fauteuil roulant, chaussées podotactiles, rampes, etc.

## **vii. Asie centrale**

Pays inclus : Afghanistan, Kazakhstan, Kirghizstan, Tadjikistan, Ouzbékistan.

La littérature sur l'Asie centrale se concentre dans une large mesure sur la gouvernance inclusive, soit l'inclusion politique (dont une grande partie consacrée à la gestion des ressources), et sur diverses formes d'inclusion sociale (genre, statut migratoire et statut corporel). Une partie importante de la littérature est basée sur la discipline des études de développement, où l'inclusion est discutée comme un besoin de développement social et territorial (plutôt que de traiter de l'inclusion dans le cadre des débats sur les études urbaines).

Sur l'inclusion politique, Challe et ses collègues (2018) analysent l'initiative pauvreté-environnement (un programme conjoint du Programme des Nations Unies pour le développement et du Programme des Nations Unies pour l'environnement), qui explore le lien entre la pauvreté et la dégradation de l'environnement (un thème prédominant dans les études de développement). Les auteurs soutiennent, en s'appuyant sur des cas du Tadjikistan, que l'initiative pauvreté-environnement nécessite la mise en place d'une

structure de gouvernance inclusive comprenant la société civile, les secteurs public et privé, ce qui se traduit par des avantages qui se répercutent sur plusieurs secteurs (les deux premiers auteurs travaillent pour les Nations Unies). En approfondissant la notion de gouvernance inclusive, Wada et ses collègues (2019) proposent un cadre de modélisation des nexus intégrés pour le bassin de l'Indus, fleuve qui traverse quatre pays (Afghanistan, Pakistan, Inde, Chine). Opérationnalisant le nexus eau-alimentation-énergie, ils plaident en faveur d'une collaboration régionale en incluant diverses agences gouvernementales pour élaborer des scénarios et en collaborant, quitte à faire des compromis, pour atteindre ces scénarios.

À propos de l'inclusion sociale et spatiale, Yusupov et Abdukhalilov (2022) abordent ces discussions à une échelle plus concrète en étudiant l'inclusion des personnes handicapées (terme utilisé par les auteurs) en Ouzbékistan. Le cadre juridique de l'Ouzbékistan protège et promeut activement l'inclusion des personnes handicapées, mais leur participation est limitée. Comme Durand et ses collègues (2014) (section Amérique latine), Yusupov et Abdukhalilov démontrent que les lois et les politiques visant à protéger les personnes handicapées et à garantir leur intégration sur le marché du travail restreignent leur accès par le biais i) d'une représentation discursive des personnes handicapées comme inemployables, ii) d'avantages sociaux conduisant au discours selon lequel les personnes handicapées n'ont pas besoin d'emploi et iii) d'avantages garantis aux personnes handicapées dissuadant les employeurs de les embaucher (afin d'éviter de fournir des avantages supplémentaires tels que des heures de travail moins longues pour le même salaire que les autres employés). Au-delà des barrières institutionnelles, Yusupov et Abdukhalilov soulignent également les problèmes d'accès aux infrastructures publiques, notamment les transports publics.

Dans la même veine d'inclusion corporelle, Ahmed et ses collègues (2022) étudient l'inclusion des femmes dans l'espace numérique, en s'appuyant sur le cas de l'Afghanistan. Il convient de noter que ces auteurs classent l'Afghanistan comme faisant partie de l'Asie du Sud, contrairement à notre classification. Ils démontrent que l'aspiration à la technologie numérique conduit à l'entraide et à l'inclusion des femmes par le biais de la collectivisation, du soutien mutuel et de l'apprentissage au sein de groupes de pairs.

En ce qui concerne le soutien mutuel et l'apprentissage au sein de groupes de pairs, Rezaev et ses collègues (2020) étudient l'intégration et l'inclusion des migrant·e·s (l'inclusion sociale) d'Ouzbékistan et du Tadjikistan à Saint-Pétersbourg (Russie). Ils utilisent l'approche transnationale pour comprendre l'intégration des personnes migrantes dans la société d'origine et la société d'accueil. En utilisant des cartes mentales (du lieu d'origine et du lieu d'accueil), les auteurs soutiennent que l'intégration des migrant·e·s est plus faible, car les réseaux de soutien mutuel (généralement de la société d'origine) effacent le besoin d'une intégration plus large dans la ville.

### viii. Asie occidentale

Pays inclus : Arabie saoudite, Bahreïn, Chypre, Israël, Jordanie, Koweït, Liban, Oman, Palestine, Qatar, Turquie.

Les études sur l'Asie occidentale se concentrent sur deux thèmes clés : la main-d'œuvre et les infrastructures. Ces deux thèmes sont emblématiques du changement en cours dans la région, qui connaît un flux plus important de main-d'œuvre (à la fois interne et transfrontalière) parallèlement à des investissements dans des projets d'infrastructure.

En mobilisant la notion de justice (ce qui correspond à l'inclusion politique dans notre cadre conceptuel), McKee (2020) affirme qu'un programme environnemental inclusif pourrait être réalisé en reconnaissant les groupes marginalisés et leur relation avec l'environnement. Mettant en avant l'analyse intersectionnelle, McKee soutient que celle-ci permet de se concentrer de manière cohérente sur le processus et l'agentivité. Cela permet de comprendre le pouvoir et le contrôle au-delà des identités de groupe et ouvre la voie à la prise en compte de la diversité de l'engagement avec l'environnement (y compris les avantages et les dangers).

Recoupant l'inclusion sociale et spatiale, Afacan et Gürel (2015) examinent plus avant les exclusions liées aux infrastructures et expliquent que, spatialement, les toilettes publiques déterminent l'inclusion ou l'exclusion des groupes marginalisés, notamment les personnes âgées, dans la ville d'Ankara (Turquie). En élargissant l'exclusion liée aux infrastructures, Dayioğlu et Başlevent (2006) démontrent que l'accession à la propriété conduit à l'égalité des revenus entre les régions, ce qu'ils déduisent en utilisant des données de la Turquie. Dans le cadre de la problématique du logement, l'étude d'Al-Nammari (2013) révèle que le processus de planification participative dans les camps de réfugié·e·s de Jordanie est souhaité par tous les secteurs, mais que les dynamiques de pouvoir internes conduisent à l'exclusion. Comme Durand et ses collègues (2014) (section Amérique latine), le désir d'un processus participatif et la lutte pour le pouvoir conduisent à l'élaboration de processus qui excluent d'autres intérêts et savoirs, par exemple en créant des consultations fermées et sélectives de résident·e·s partageant les mêmes idées, et en évitant la diversité.

Problématisant la diversité, Eraydin et ses collègues (2010) soulignent l'importance de la diversité et donc de l'inclusion (sociale) des migrant·e·s pour le développement d'une économie dynamique. Ils affirment que « l'entrepreneuriat immigré » est une forme d'inclusion, car il renforce l'interdépendance et la participation. Dans le même ordre d'idée, Felsenstein (1994) explique comment les transports fournis (payés) par les grandes entreprises pour permettre à leurs employé·e·s d'accéder au lieu de travail conduisent involontairement à une inclusion fondée sur la classe sociale (de personnes pour qui le transport n'était pas prévu à l'origine).

## VI. Discussion

### i. Comparaison des deux corpus de données : le Sud et l'inclusion

En ce qui concerne les revues, le nombre d'articles sur le Sud semble assez semblable au nombre d'articles sur l'inclusion. Les plus importantes publications dans les deux corpus sont *Sustainability*, *World Development* et *Cities*. Certes, il faut apporter une nuance : dans le corpus sur l'inclusion, on trouve des revues à portée régionale et dans des langues autres que l'anglais. Cela est peut-être dû au fait que nous avons ajouté le nom des pays dans la recherche documentaire sur l'inclusion, ce qui a mis plus d'importance sur le lieu de publication des études.

Lorsque nous observons les pays qui produisent le plus de connaissances, la grande différence entre le corpus sur le Sud et celui sur l'inclusion est le rôle des pays riches. Dans le corpus sur le Sud, les pays qui publient le plus sont les pays riches et du Nord (notamment les États-Unis et le Royaume-Uni), tandis que dans le corpus sur l'inclusion, on trouve des pays du Sud ayant une certaine puissance économique ou démographique (Inde, Chine, Brésil, mais aussi Singapour). Cette différence confirme ce que de nombreux auteurs ont souligné, à savoir que le Sud est construit comme un autre Nord, un autre Ouest (Dufour, 2021; Sud et Sánchez-Ancochea, 2022; Zaragocin, 2023). Comme Dufour (2021 : 1) l'a pertinemment formulé : « Les actes de nomination Sud et Nord (Global South et Global North en langue anglaise) sont performatifs, qui institutionnalisent un ordre du monde dans lequel le Nord est en position haute et le Sud en position basse... ».

Il est intrigant de noter une similarité dans les mots clés sur le Sud et sur l'inclusion. Plus précisément, certains mots clés occupent une place importante dans les deux corpus, à savoir la gouvernance, l'informalité, les changements climatiques, les femmes, etc. On peut en déduire que les chercheurs et les chercheuses s'intéressant au développement urbain (et l'urbanisation) du Sud se penchent nécessairement sur les thèmes de l'inclusion. Ce résultat corrobore le constat de Mirzoev et ses collègues (2022) selon lequel l'inclusion sociale fait partie du développement durable urbain.

### ii. L'inclusion dans le Sud : divergences et convergences

Le cadre conceptuel de Liang et ses collègues (2021) nous a permis de catégoriser l'inclusion urbaine dans le Sud, bien que certains auteur·e·s analysés utilisent des termes un peu différents, par exemple : la gouvernance inclusive, la citoyenneté inclusive ou le développement inclusif. Le corpus qualitatif sur l'inclusion nous apprend également que des terminologies sont utilisées pour caractériser certains angles très précis, comme la notion de l'inclusion financière (en Inde et en Chine, mais aussi un article portant sur tous les pays). Quant à l'échelle d'analyse de l'inclusion dans les articles, elle est variée. Nous y trouvons des articles portant sur une échelle corporelle ou micro (les gens dans des espaces urbains

spécifiques) et macro (une population sur une grande région, par exemple les jeunes de l'Afrique migrant en Europe).

De plus, la comparaison entre régions nous permet de noter des différences et des convergences. Pour ce qui est des différences, les articles publiés en Afrique portent davantage sur l'accès au logement et la pauvreté, ceux provenant de l'Asie du Sud-Est et de l'Asie du Sud traitent plutôt des changements climatiques, tandis que le corpus sur la Chine est largement lié à une politique nationale. Nous avons aussi constaté une différence dans la façon d'aborder l'inclusion : la conceptualisation de l'inclusion politique est bien complexe en Afrique, l'inclusion sociale est plus abordée en Asie du Sud-Est et la citoyenne inclusive, en Amérique latine. Peut-être cela est-il lié aux enjeux spécifiques de chaque région, comme l'ampleur des luttes et mouvements sociaux en Afrique du Sud, ou l'omniprésence des immigrant-e-s dans les espaces publics dans certaines villes asiatiques. Ces différences illustrent également les traditions intellectuelles propres à chaque région. Par exemple, la littérature africaine s'inspire considérablement des luttes politiques et de la compréhension théorique de l'accès aux services de base. En outre, la littérature latino-américaine est visiblement influencée par le constructivisme critique (émanant en grande partie des travaux de Paulo Freire). De même, la forte présence de la théorie postcoloniale en Asie du Sud se reflète dans les préoccupations soulevées dans notre corpus de littérature.

Quant aux convergences, il est à noter l'importante quantité d'articles portant sur l'environnement dans toutes les régions, ce qui corrobore les résultats de l'analyse quantitative. En outre, il existe une convergence générale de l'inclusion autour de quatre grandes catégories : i) la citoyenneté inclusive (qui traite de la manière dont certains déterminants créent des exclusions des services de base tels que le logement, l'eau, la scolarisation, etc.), ii) l'inclusion financière (qui concerne l'accès aux services et aux établissements financiers formels), iii) le développement inclusif (qui concerne les moyens de se développer pour être plus inclusif) et iv) la gouvernance inclusive (qui concerne les moyens d'avoir une gestion et une planification inclusives).

La littérature donne également une idée des principaux déterminants et obstacles à l'inclusion, que l'on pourrait globalement énumérer comme suit : i) le statut économique, ii) le statut social (par exemple, l'appartenance ethnique, la caste, etc.), iii) le genre et iv) l'âge (et les aspects physiques connexes).

Notre conclusion corrobore les résultats de Liang et ses collègues (2022) en dégagant trois thèmes majeurs dans la littérature sur la ville inclusive, que ce soit dans le Nord ou dans le Sud : la durabilité, la gouvernance et la planification urbaine. Bien que la gouvernance et la planification se trouvent au cœur du cadre conceptuel de l'« inclusion urbaine », il n'est pas surprenant que la durabilité (et des thèmes connexes comme changements climatiques, vulnérabilité, adaptation, etc.) reste importante. Liang et ses collègues fournissent une explication à cet effet : la production scientifique sur la notion de ville inclusive vient largement des sciences de l'environnement (juste après les sciences sociales). Ce thème s'avère également important dans des documents officiels publiés par les organismes ou

donateurs internationaux comme la boîte à outils de la Banque asiatique de développement (Singru et Lindfield, 2017). En revanche, un thème identifié comme majeur dans la revue de Liang et ses collègues (2022), l'espace public, s'est avéré moins important dans notre corpus sur l'inclusion du Sud. Certes, il est à noter que ce thème reste important dans les articles analysés qualitativement (p. ex., la présence des migrant·e·s dans les espaces publics, l'accessibilité aux toilettes dans les espaces publics, etc.). Enfin, un thème qui semble mineur dans notre corpus, mais qui est important dans celui de Mirzoev et ses collègues (2022) est le système alimentaire. Cette différence s'explique probablement par le choix de focus (la dimension sociale dans Mirzoev et coll., 2022) et par la géographie des études (le corpus de Mirzoev et coll. comprend davantage d'études sur le Nord).

### **iii. Conceptualiser l'inclusion pour le Sud et depuis le Sud**

Le corpus sur l'inclusion reflète quelques caractéristiques soulevées dans le cadre conceptuel sur les villes du Sud, notamment les grandes vulnérabilités, l'urbanisation rapide et la faible gouvernance (Parida et Agrawal, 2022). Ainsi, en étudiant l'inclusion, nous constatons que les vulnérabilités économiques font souvent l'objet d'analyse de l'inclusion économique et sociale, tout comme les vulnérabilités environnementales. L'urbanisation rapide et différentielle est un autre thème récurrent dans la littérature sur l'inclusion, notamment dans les articles qui traitent de l'accès à la propriété foncière (par les groupes de recherche de Zoomers et de Kaag). Quant aux processus de production des villes du Sud (Mohan, 2021), le corpus de l'inclusion illustre les processus d'homogénéisation qui sont en cours par l'influence des outils politiques internationaux (les ODD de l'ONU, ou programmes liés aux changements climatiques) et les processus d'hétérogénéisation comme des politiques nationales (la nouvelle urbanisation en Chine) ou de modes de planification très spécifiques comme la colonisation en Palestine (McKee, 2020).

En revanche, le corpus de l'inclusion apporte une compréhension plus fine au cadre conceptuel des villes du Sud, notamment sur les trois éléments suivants :

- i) La gouvernance : dans plusieurs articles sur l'inclusion politique, on voit un croisement complexe entre pratiques de l'État et pratiques des gens ordinaires autour des projets où il y a des besoins de participation publique aux prises de décision (Archer et coll., 2014, sur l'adaptation aux changements climatiques; Siciliano et coll., 2018, sur la justice énergétique ou Miraftab et Wills, 2005, sur la lutte pour l'accès au logement).
- ii) L'accès aux infrastructures et aux ressources, ce qui se résume au droit à la ville, qui diffère selon le groupe de population. Par exemple, l'accès aux toilettes publiques, aux

espaces publics, mais aussi aux emplois. Les groupes ayant moins d'accès aux infrastructures et aux ressources appartiennent à des groupes identitaires comme les femmes, les immigrant·e·s, les personnes non binaires, etc.

- iii) L'immigration domestique ou internationale : notamment l'accès limité des immigrant·e·s aux infrastructures et aux ressources (Al-Nammari, 2013; Rezaev et coll., 2020; Ye, 2019). Certains auteurs ont mis en relation l'immigration (internationale) et des processus macros comme les politiques de la main-d'œuvre (en Asie) ou le manque de terres agricoles en Afrique.

Nous proposons un cadre conceptuel (figure 11) pour comprendre la ville inclusive du Sud, faisant écho aux auteurs qui ont appelé à théoriser les villes du Sud à partir du Sud. Le cadre conceptuel comprend quatre composantes, soit les processus, les acteurs, la (re)distribution et les populations cibles.

- Les processus menant à l'inclusion urbaine sont la gouvernance, la participation et la planification. Ces processus sont modulés par les conditions coloniales (dans les pays vivant encore la colonisation) ou post-coloniales, notamment par quatre processus et discours proposés par Mohan (2021), à savoir la modernisation, l'esthétisation, la spécialisation foncière et l'institutionnalisation de l'accumulation (de richesses). Les processus menant à l'inclusion urbaine interagissent également avec d'autres processus planétaires (la mondialisation, le dérèglement climatique) et structurels (la migration ou les politiques de main-d'œuvre, les systèmes culturels). Notons que nous ne présentons pas ces derniers processus dans le schéma, par souci de clarté visuelle.
- Les acteurs des processus menant à l'inclusion urbaine sont l'État et ses institutions, les réseaux ou organismes communautaires et les ONG, le secteur privé et la communauté scientifique. Il est à noter que dans le Sud, les pratiques de ces acteurs et l'interaction entre eux portent des caractéristiques du Sud, telles que l'informalité (notamment à travers l'urbanisme du quotidien mené par les gens ordinaires (Bhan, 2019)), l'ampleur de la vulnérabilité de certains groupes, la persistance de conflits (parfois militaires), la rapidité de l'urbanisation en général (Parida et Agrawal, 2022) mais aussi les différents modes d'urbanisation (allant de l'urbanisation planétaire à celle des petites villes).
- Les résultats des processus inclusifs devraient être une distribution équitable de l'accès aux multiples services urbains (incluant le logement, l'éducation, le financement, etc.) et aux ressources, incluant l'énergie et le foncier, mais également certains types d'espaces urbains (les rues, les marchés, les espaces publics en général) permettant des modes de subsistance. L'accès aux infrastructures fait partie des distributions équitables souhaitées, qui inclut les infrastructures de transport mais aussi des institutions financières et bancaires. Enfin, la distribution équitable des

avantages environnementaux pour la société actuelle mais aussi pour les futures générations (Liang et coll., 2022) fait partie des considérations de l'inclusion urbaine.

- Les populations qui nécessitent une attention particulière dans les processus menant à l'inclusion sont les populations précaires, entre autres les femmes (mais aussi d'autres identités sexuelles), les groupes ethniques minoritaires et les personnes ayant un handicap.

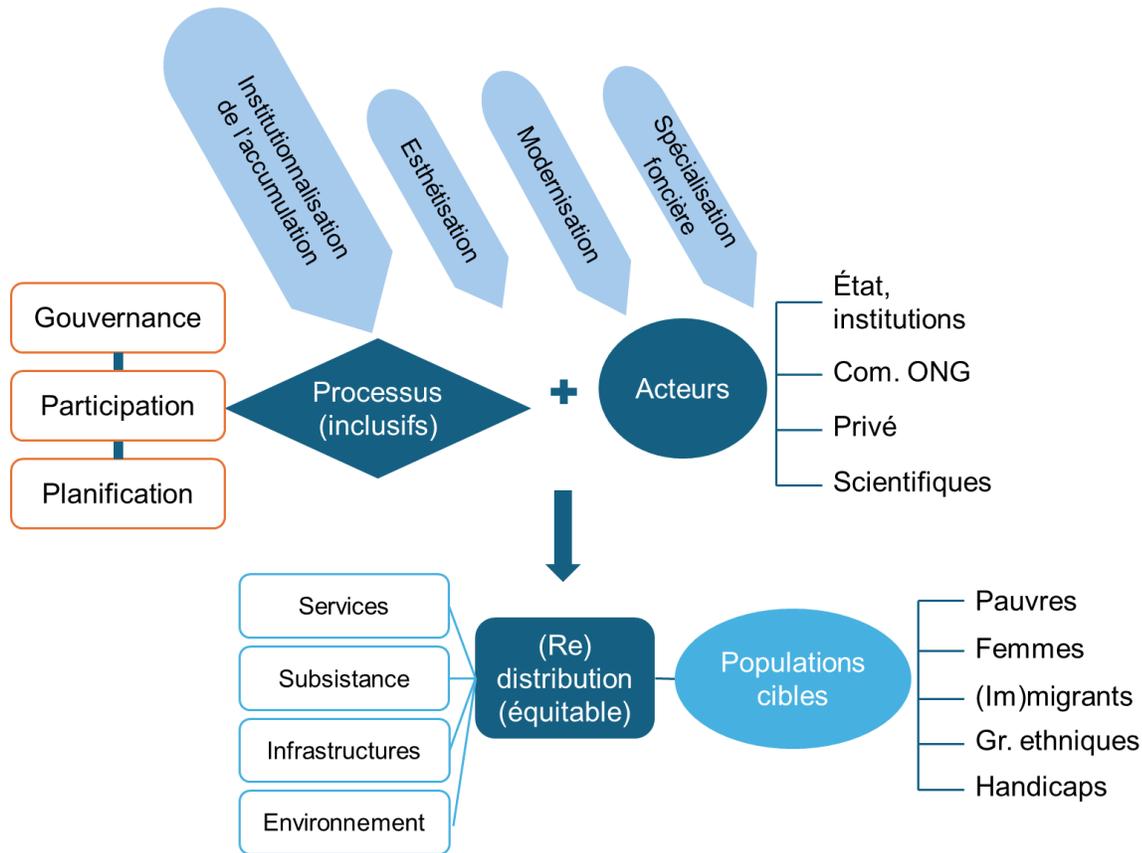


Figure 11. Schéma conceptuel pour comprendre la ville inclusive du Sud.

## VII. Conclusion

Nous sommes conscients que les aspects de l'inclusion et la notion de ville inclusive vont au-delà de la catégorisation Nord-Sud (en dépit de la dynamique de pouvoir qui sous-tend cette catégorisation). Cependant, l'exercice intellectuel d'utiliser le Sud pour filtrer les données de l'inclusion, dans le but de lire l'inclusion à partir de cas qui sont généralement à la périphérie des études urbaines « globales » (Parnell et Robinson, 2012; Patel, 2014; Roy et Ong, 2011), a porté fruit. D'une part, cela nous a permis d'esquisser un résumé des travaux sur l'inclusion dans sept régions, ce qui met en évidence la diversité intellectuelle et la variété des

préoccupations. D'autre part, nous avons pu mettre en évidence les structures de pouvoir dans la production de connaissances, en particulier où est produite la littérature et par qui.

Le cadre conceptuel proposé dans ce travail permet d'émettre quelques pistes de recherche sur la ville inclusive du Sud. La théorisation de l'inclusion urbaine est cruciale – car il manque d'outils conceptuels, notamment pour le Sud – et elle peut éclairer les politiques publiques et les programmes visant l'inclusion (Mirzoev et coll., 2022). Compte tenu de la capacité d'influencer les instruments d'intervention urbaine, la théorisation de l'inclusion, et surtout de l'inclusion du Sud, doit prendre en compte les particularités du contexte. Ainsi, nous préconisons que les chercheurs et chercheuses qui s'intéressent aux processus menant à l'inclusion du Sud pourront emprunter des outils théoriques qui s'avèreraient appropriés pour le Sud, par exemple : la gouvernance au quotidien (Blundo et Le Meur, 2009), le vocabulaire de la planification du Sud (Bhan, 2019) ou les espaces inventés (Miraftab et Wills, 2005). Ces outils théoriques permettant de comprendre les rapports de pouvoir et les négociations entre acteurs du Sud seront également pertinents pour les équipes de recherche s'intéressant aux responsables de la production des villes. Dans la même veine, mais spécifiquement pour les études sur l'environnement, l'écologie politique située dans le Sud (Lawhon et coll., 2014) pourrait être un outil théorique utile pour décortiquer à la fois les pratiques des acteurs et les résultats de leurs pratiques. Cet outil permet de comprendre les flux de matériels, les formes diffuses de pouvoir et l'ampleur des transformations radicales mais incrémentales (*ibid.*). Ainsi, renouveler notre épistémologie afin de théoriser depuis le Sud contribuera à enrichir la production de connaissances sur le Sud et pour le Sud.

## VIII. Références bibliographiques

- Adelina, C., Archer, D., Johnson, O., & Opiyo, R. O. (2021). Inclusion in urban environmental governance of small and intermediary cities of the global South. *plaNext – Next Generation Planning*. Online first (31 May 2021). <http://doi.org/10.24306/plnxt/70>
- Asian Development Bank. (2017). Enabling inclusive cities: Tool kit for inclusive urban development. ADB. <http://dx.doi.org/10.22617/TIM157428>
- Afacan, Y. et Gürel, M. Ö. (2015). Public toilets: An exploratory study on the demands, needs, and expectations in Turkey. *Environment and Planning B: Planning and Design*, 42(2), 242-262. <https://doi.org/10.1068/b130020p>
- Ahmed, N., Tasmin, M. et Ibrahim, S. M. N. (2022). Technology for empowerment: Context of urban Afghan women. *Technology in Society*, 70, 102058. <https://doi.org/10.1016/j.techsoc.2022.102058>
- Al-Nammari, F. (2013). Participatory urban upgrading and power: Lessons learnt from a pilot project in Jordan. *Habitat International*, 39, 224-231. <https://doi.org/10.1016/j.habitatint.2013.01.001>
- Archer, D., Almansi, F., DiGregorio, M., Roberts, D., Sharma, D. et Syam, D. (2014). Moving towards inclusive urban adaptation: Approaches to integrating community-based adaptation to climate change at city and national scale. *Climate and Development*, 6(4), 345-356. <https://doi.org/10.1080/17565529.2014.918868>
- Aria, M. et Cuccurullo, C. (2017). bibliometrix: An R-tool for comprehensive science mapping analysis. *Journal of Informetrics*, 11(4), 959-975. <https://doi.org/10.1016/j.joi.2017.08.007>
- Asadi-Shekari, Z., Moeinaddini, M. et Shah, M. Z. (2014). A pedestrian level of service method for evaluating and promoting walking facilities on campus streets. *Land Use Policy*, 38, 175-193. <https://doi.org/10.1016/j.landusepol.2013.11.007>
- Banerjee, P., Nigam, A. et Pandey, R. (2015). The work of theory: Thinking across traditions. *Economic and Political Weekly*, 51(37), 42-50.
- Best U (2009) The invented periphery: constructing Europe in debates about 'Anglo hegemony' in geography. *Social Geography* 4(1): 83-91.
- Bhan, G. (2019). Notes on a southern urban practice. *Environment and Urbanization*, 95624781881579.
- Blundo, G. et Le Meur, P.-Y. (2009). Introduction: Anthropology of everyday governance: Collective delivery and subject-making. Dans G. Blundo et P.-Y. Le Meur (dir.) *The*

- Governance of Daily Life in Africa: Ethnographic Exploration of Public and Collective Services (p. 1-37). Brill.
- Campos MJZ, Carenzo S, Kain J-H, et al. (2020) Inclusive recycling movements: a green deep democracy from below. *Environment and Urbanization* 33(2): 579–598.
- Challe, S., Christopoulos, S., Kull, M. et Meuleman, L. (2018). Steering the Poverty-Environment Nexus in Central Asia: A metagovernance analysis of the Poverty-Environment Initiative (PEI). *Development Policy Review*, 36(4), 409-431.
- Chant S and McIlwaine C (2015) Cities, Slums and Gender in the Global South. Available at: <https://doi.org/10.4324/9781315862996>.
- Chen, M., Gong, Y., Lu, D. et Ye, C. (2019). Build a people-oriented urbanization: China's new-type urbanization dream and Anhui model. *Land Use Policy*, 80, 1-9. <https://doi.org/10.1016/j.landusepol.2018.09.031>
- Christiaensen, L. et Todo, Y. (2014). Poverty reduction during the rural-urban transformation – The role of the missing middle. *World Development*, 63, 43-58. <https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2013.10.002>
- Chu, E., Anguelovski, I. et Carmin, J. A. (2016). Inclusive approaches to urban climate adaptation planning and implementation in the Global South. *Climate Policy*, 16(3), 372-392. <https://doi.org/10.1080/14693062.2015.1019822>
- Cornea, NL, Véron, R & Zimmer, A. (2017). Everyday governance and urban environments: Towards a more interdisciplinary urban political ecology. *Geography Compass*, vol. 11, no. 4, e12310. <https://doi.org/10.1111/gec3.12310>
- Dayioğlu, M. et Başlevent, C. (2006). Imputed rents and regional income inequality in Turkey: A subgroup decomposition of the Atkinson Index. *Regional Studies*, 40(8). <https://doi.org/10.1080/00343400600984395>
- Dai, Y., Tong, D. et Chu, J. (2023). Involuntary resettlement outcomes following the regeneration of informal communities: The case of Baishizhou urbanizing village in Shenzhen, China. *Population, Space and Place*, 29. <https://doi.org/10.1002/psp.2605>
- Desmaison B, Nicolini DRC and Rivero LR (2023) Building common understandings of urban inequalities to generate relevant solutions in Lima, Peru. *Environment and Urbanization* 35(1): 30–48.
- Dias, S. M. (2016). Waste pickers and cities. *Environment and Urbanization*, 28(2), 375-390. <https://doi.org/10.1177/0956247816657302>
- Dufour, F. (2021). Du « Nord » au « Sud » : translation terminologique et impérialisme du sens. *Crisol*.

- Durand, L., Figueroa, F. et Trench, T. (2014). Inclusion and exclusion in participation strategies in the Montes Azules Biosphere Reserve, Chiapas, Mexico. *Conservation and Society*, 12(2), 175-189. <http://www.jstor.org/stable/26393153>
- Eraydin, A., Taşan-Kok, T. et Vranken, J. (2010). Diversity matters: Immigrant entrepreneurship and contribution of different forms of social integration in economic performance of cities. *European Planning Studies*, 18(4), 521-543. <https://doi.org/10.1080/09654311003593556>
- Felsenstein, D. (1994). Large high-technology firms and the spatial extension of metropolitan labour markets: Some evidence from Israel. *Urban Studies*, 31(6), 867-893. <https://doi.org/10.1080/00420989420080721>
- Fernandes, E. (2007). Implementing the urban reform agenda in Brazil. *Environment and Urbanization*, 19(1), 177-189. <https://doi.org/10.1177/0956247807076724>
- Freire P (2000) *Pedagogy of the Oppressed*. 30th anniversary ed. New York: Continuum (publié à l'origine en 1968).
- Gaillard, J. C., Sanz, K., Balgos, B. C., Dalisay, S. N. M., Gorman-Murray, A., Smith, F. et Toelupe, V. (2016). Beyond men and women: A critical perspective on gender and disaster. *Disasters*, 41, 429-447. <https://doi.org/10.1111/disa.12209>
- Guan, X., Wei, H., Lu, S., Dai, Q. et Su, H. (2018). Assessment on the urbanization strategy in China: Achievements, challenges and reflections. *Habitat International*, 71, 97-109. <https://doi.org/10.1016/j.habitatint.2017.11.009>
- Gupta, J., Pouw, N. et Ros-Tonen, M. (2015). Towards an elaborated theory of inclusive development. *European Journal of Development Research*, 27, 541-559. <https://doi.org/10.1057/ejdr.2015.30>
- Gutberlet, J. (2015). More inclusive and cleaner cities with waste management co-production: Insights from participatory epistemologies and methods. *Habitat International*, 46, 234-243. <http://dx.doi.org/10.1016/j.habitatint.2014.10.004>
- Han, Y., Cai, J., Ma, E., Du, S. et Lin, J. (2023). Understanding smart city practice in urban China: A governance perspective. *Sustainability*, 15(9), 7034. <https://doi.org/10.3390/su15097034>
- Hoang\* A.T., Apparicio P., Pham T-T-H. (2019). The provision and accessibility to parks in Ho Chi Minh City: Disparities along the urban Core—periphery axis. *Urban Science*, 31(1): 1-17. <https://www.mdpi.com/2413-8851/3/1/37>
- Jaffe R and Koster M (2019) The Myth of Formality in the Global North: Informality-as-Innovation in Dutch Governance. *International Journal of Urban and Regional Research* 43(3): 563–568.

- Joshi, S. et Bailey, A. (2023). What happens next? Exploring women's transport motility through the story completion method. *Journal of Transport Geography*, 107, 103547. <https://doi.org/10.1016/j.jtrangeo.2023.103547>
- Kaag, M., Baltissen, G., Steel, G. et Lodder, A. (2019). Migration, youth, and land in West Africa: Making the connections work for inclusive development. *Land*, 8(4), 60. <https://doi.org/10.3390/land8040060>
- Koomson, I., Villano, R. A. et Hadley, D. (2020). Effect of financial inclusion on poverty and vulnerability to poverty: Evidence using a multidimensional measure of financial inclusion. *Social Indicatorss Research*, 149, 613-639. <https://doi.org/10.1007/s11205-019-02263-0>
- Kumar, P., Geneletti, D. et Nagendra, H. (2016). Spatial assessment of climate change vulnerability at city scale: A study in Bangalore, India. *Land Use Policy*, 58, 514-532. <http://dx.doi.org/10.1016/j.landusepol.2016.08.018>
- Liang D., Martin D. J., Schraven D & Wang L (2022) Mapping key features and dimensions of the inclusive city: A systematic bibliometric analysis and literature study, *International Journal of Sustainable Development & World Ecology*, 29:1, 60-79, DOI: 10.1080/13504509.2021.1911873
- Lawhon, M., Ernstson, H. et Silver, J. (2014). Provincializing Urban Political Ecology: Towards a Situated UPE through African Urbanism. *Antipode*, 46(2), 497-516. <https://doi.org/10.1111/anti.12051>
- Lawhon, M., & Truelove, Y. (2020). Disambiguating the southern urban critique: Propositions, pathways and possibilities for a more global urban studies. *Urban Studies*, 57(1), 3-20. <https://doi.org/10.1177/0042098019829412>
- Li, C., Qiao, W., Gao, B. et Chen, Y. (2024). Unveiling spatial heterogeneity of ecosystem services and their drivers in varied landform types: Insights from the Sichuan-Yunnan ecological barrier area. *Journal of Cleaner Production*, 442, 141158. <https://doi.org/10.1016/j.jclepro.2024.141158>
- McFarlane, C. (2016). Repenser l'informalité : la politique, les crises et la ville. *Lien social et Politiques*, (76), 44-76. <https://doi.org/10.7202/1037065ar>
- McKee, E. (2020). Divergent visions: Intersectional water advocacy in Palestine. *Environment and Planning E: Nature and Space*, 4(1), 43-64. <https://doi.org/10.1177/2514848620909386>
- Mitlin D (2016) Quiet conflict: institutional change, informal settlement upgrading, and formalized partnerships between local authorities and urban social movements in South Africa. In: Routledge eBooks, pp. 101-120. Available at: <https://doi.org/10.4324/9781315583402-13>.

- Miraftab, F. et Wills, S. (2005). Insurgency and spaces of active citizenship: The story of Western Cape Anti-eviction Campaign in South Africa. *Journal of Planning Education and Research*, 25(2), 200-217. <https://doi.org/10.1177/0739456X05282182>
- Mirzoev, T., Tull, K. I., Winn, N., Mir, G., King, N. V., Wright, J. M., & Gong, Y. Y. (2022). Systematic review of the role of social inclusion within sustainable urban developments. *International Journal of Sustainable Development & World Ecology*, 29(1), 3-17. <https://doi.org/10.1080/13504509.2021.1918793>
- Mohan, A.K. (2021). Introduction—Exploring Urban ‘Southernness’: Praxes and Theory(s). In: Mohan, A.K., Pellissery, S., Gómez Aristizábal, J. (eds) *Theorising Urban Development From the Global South*. Palgrave Macmillan, Cham. [https://doi.org/10.1007/978-3-030-82475-4\\_1](https://doi.org/10.1007/978-3-030-82475-4_1)
- Moustier P, Holdsworth M, Anh D, et al. (2023) The diverse and complementary components of urban food systems in the global South: Characterization and policy implications. *Global Food Security* 36: 100663.
- Mowri, S. et Bailey, A. (2022). Framing safety of women in public transport: A media discourse analysis of sexual harassment cases in Bangladesh. *Media, Culture & Society*, 45(2), 266-284. <https://doi.org/10.1177/01634437221111913>
- Müller, M. (2020). In search of the Global East: Thinking between North and South. *Geopolitics*, 25(3), 734-755. <https://doi.org/10.1080/14650045.2018.1477757>
- Nagendra, H. et Ostorm, E. (2014). Applying the social-ecological system framework to the diagnosis of urban lake commons in Bangalore, India. *Ecology and Society*, 19(2). <http://dx.doi.org/10.5751/ES-06582-190267>
- Najam, A., Huq, S. et Sokona, Y. (2003). Climate negotiations beyond Kyoto: Developing countries concerns and interests. *Climate Policy* 3(3), 221-231. [https://doi.org/10.1016/S1469-3062\(03\)00057-3](https://doi.org/10.1016/S1469-3062(03)00057-3)
- Nuñez Muñoz, C. G., González-Niculcar, B., Peña Ochoa, M. A. et Ascorra Costa, P. E. (2022). Análisis de facilitadores y barreras en educación rural en Chile: Inclusión en un país segregado. *Athenea Digital. Revista de Pensamiento e Investigación Social*, 22(2), e2654. <https://doi.org/10.5565/rev/athenea.2654>
- Onodugo, V.A. and Ezeadichie, N.H., 2019. Future planning of Global South cities with inclusive informal economic growth in perspective. In *Sustainability in urban planning and design*. IntechOpen.
- ONU (2024). Objectif 11 : Faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et durables - Développement durable. <https://www.un.org/sustainabledevelopment/fr/cities/>.

- Parasuram, K. (2006). Variables that affect teachers' attitudes towards disability and inclusive education in Mumbai, India. *Disability & Society*, 21(3), 231-242. <https://doi.org/10.1080/09687590600617352>
- Parida, D. et Agrawal, S. (2022). Southern urbanism: A systematic review of concepts, debates, and future directions. *GeoJournal*, 88(3), 1-22. <http://dx.doi.org/10.1007/s10708-022-10761-x>
- Parnell, S. et Robinson, J. (2012). (Re)theorizing cities from the Global South: Looking beyond neoliberalism. *Urban Geography*, 33(4), 593-617. <https://doi.org/10.2747/0272-3638.33.4.593>
- Patel, S. (2014). Is there a 'south' perspective to urban studies? Dans S. Parnell et S. Oldfield (dir.), *The Routledge Handbook on Cities of the Global South* (p. 37-46). Routledge.
- Rezaev, A., Stepanov, A. et Lisitsyn, P. (2020). Transnational migrants in the urban space of modern city. *The Russian Sociological Review*, 19(2), 254-275. <https://sociologica.hse.ru/en/2020-19-2/375368648.html>
- Rincón-Ruíz, A., Arias-Arévalo, P., Núñez Hernández, J. M., Cotler, H., Aguado Caso, M., Meli, P., Tauro, A., Díaz Timote, J., Tique Cardozo, L. L., Trujillo Acosta, A. et Waldron, T. (2019). Applying integrated valuation of ecosystem services in Latin America: Insights from 21 case studies. *Ecosystem Services*, 36, 100901. <https://doi.org/10.1016/j.ecoser.2019.100901>
- Roy, A. et Ong, A. (dir.). (2011). *Worlding Cities: Asian Experiments and the Art of Being Global*. Wiley-Blackwell.
- Salahub JE, Gottsbacher M and De Boer J (2018) Social Theories of Urban Violence in the Global South. Available at: <https://doi.org/10.4324/9781351254724>.
- Sargeson, S. (2013). Violence as development: Land expropriation and China's urbanization. Dans E. T. Yeh, K. O'Brien et J. Ye (dir.), *Rural Politics in Contemporary China* (p. 155-177). Routledge.
- Sarma, M. et Pais, J. (2010). Financial inclusion and development. *Journal of International Development* 23(5), 613-628. <http://dx.doi.org/10.1002/jid.1698>
- Shin, H. B. (2021). Theorising from where? Reflections on De-centring Global (Southern) Urbanism. Dans M. Lancione et C. Mcfarlane (dir.), *Global Urbanism: Knowledge, Power and the City*. Routledge. <https://doi.org/10.4324/9780429259593-9>
- Siciliano, G., Urban, F., Tan-Mullins, M. et Mohan, G. (2018). Large dams, energy justice and the divergence between international, national and local developmental needs and priorities in the global South. *Energy Research & Social Science*, 41, 199-209. <https://doi.org/10.1016/j.erss.2018.03.029>

- Simon, D., Arfvidsson, H., Anand, G., Bazaz, A., Fenna, G., Foster, K., Jain, G., Hansson, S., Evans, L. M., Moodley, N., Nyambuga, C., Oloko, M., Ombara, D. C., Patel, Z., Perry, B., Primo, N., Revi, A., Van Niekerk, B., Wharton, A. et Wright, C. (2016). Developing and testing the Urban Sustainable Development Goal's targets and indicators – a five-city study. *Environment and Urbanization*, 28(1), 49-63. <https://doi.org/10.1177/0956247815619865>
- Simone, A. (2014). *The near-south: Between megablock and slum*. Jakarta, Drawing the City Near. University of Minnesota Press. <https://doi.org/10.5749/minnesota/9780816693351.001.0001>
- Srivastava, A. K. (2017). Segregated data of urban poor for inclusive urban planning in India: Needs and Challenges. *SAGE Open*, 7(1). <https://doi.org/10.1177/2158244016689377>
- Sud, N. et Sánchez-Ancochea, D. (2022). Southern discomfort: Interrogating the category of the Global South. *Development and Change*, 53(6), 1123-1150. <https://doi.org/10.1111/dech.12742>
- UN (2016) *New Urban Agenda: with subject index*. Habitat III. <https://habitat3.org/wp-content/uploads/NUA-English-With-Index-1.pdf>
- UNU-IHDP and UNEP. (2014). *Inclusive Wealth Report 2014. Measuring Progress Toward Sustainability*. Cambridge University Press.
- Van Gils, B. A. M. et Bailey, A. (2021). Revisiting inclusion in smart cities: Infrastructural hybridization and the institutionalization of citizen participation in Bengaluru's peripheries. *International Journal of Urban Sciences*, 27(sup1), 29-49. <https://doi.org/10.1080/12265934.2021.1938640>
- Wada, Y., Vinca, A., Parkinson, S., et al. (2019). Co-designing Indus water-energy-land futures. *One Earth*, 1(2), 185-194. <https://doi.org/10.1016/j.oneear.2019.10.006>
- Waisbich, L. T., Roychoudhury, S. et Haug, S. (2021). Beyond the single story: 'Global South' polyphonies. *Third World Quarterly*, 42(9), 2086-2095. <https://doi.org/10.1080/01436597.2021.1948832>
- Watson, V. (2009). Seeing from the South: Refocusing Urban Planning on the Globe's Central Urban Issues. *Urban Studies*, 46(11), 2259-2275. <https://doi.org/10.1177/0042098009342598>
- Watson, V. (2013). Planning and the 'stubborn realities' of global south-east cities: Some emerging ideas. *Planning Theory*, 12(1), 81-100. <https://doi.org/10.1177/14730952124446301>
- World Bank (s.d.). *Inclusive Cities*. <https://www.worldbank.org/en/topic/inclusive-cities>
- Yamaguchi, R., Islam, M. et Managi, S. (2019). Inclusive wealth in the twenty-first century: A

- summary and further discussion of Inclusive Wealth Report 2018. *Letters in Spatial and Resource Sciences*, 12, 101-111. <https://doi.org/10.1007/s12076-019-00229-x>
- Yiftachel, O. (2015), Epilogue—from 'Gray Space' to Equal 'Metrozenship'? Reflections On Urban Citizenship. *Int J Urban Regional*, 39: 726-737. <https://doi.org/10.1111/1468-2427.12263>
- Ye, J. (2019). Re-orienting geographies of urban diversity and coexistence: Analyzing inclusion and difference in public space. *Progress in Human Geography*, 43(3), 478-495. <http://dx.doi.org/10.1177/0309132518768405>
- Yusupov, D. et Abdukhalilov, A. (2022). Barriers to disability-inclusive employment in Uzbekistan: A pilot qualitative study of disabled people's lived experiences. *Journal of International Development*, 34(5), 1048-1068. <http://dx.doi.org/10.1002/jid.3693>
- Zaragocin, S. (2023). Geographies of the Global South and the hemispheric scale. *Dialogues in Human Geography*. SAGE. <http://dx.doi.org/10.1177/20438206231179227>
- Zapata Campos, M. J., Carengo, S., Charles, G., Gutberlet, J., Kain, J.-H., Oloko, M. O., Reynosa, J. P. et Zapata, P. (2023). Grassroots innovations in 'extreme' urban environments. The inclusive recycling movement. *Environment and Planning C: Politics and Space*, 41(2), 351-374.
- Zhang, B., Nozawa, W. et Managi, S. (2020). Sustainability measurements in China and Japan: An application of the inclusive wealth concept from a geographical perspective. *Regional Environmental Change*, 20, 65. <https://doi.org/10.1007/s10113-020-01658-x>
- Zoomers, A., Van Noorloos, F., Otsuki, K., Steel, G. et Van Westen, G. (2017). The rush for land in an urbanizing world: From land grabbing toward developing safe, resilient, and sustainable cities and landscapes. *World Development*, 92, 242-252. <https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2016.11.016>